

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

*Travail - Justice - Solidarité*



**MINISTERE DU BUDGET**  
**DIRECTION NATIONALE DU BUDGET**

**RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET**  
**DE L'ETAT A FIN JUIN 2020**

**Août 2020**



*« L'objectif de notre politique est de poursuivre l'œuvre de transformation de la vie des Guinéens, notamment celle des jeunes et des femmes. Depuis 2010, notre gouvernance a radicalement amélioré le cadre macro économique national, en rétablissant les grands équilibres économiques, en réduisant le taux d'inflation de 21 à 8%. Notre politique a ensuite consisté à maîtriser le déficit budgétaire, à soutenir le taux de couverture des importations de la Banque centrale qui était à peine d'un mois en 2010. La Guinée a rétabli le climat de confiance avec le FMI et la Banque mondiale depuis 2012, avec l'accès au programme PPTE (Pays pauvres très endettés). Nous avons conclu des grands projets comme l'accord cadre de 20 milliards de dollars avec la Chine pour investir dans les secteurs vitaux de notre économie comme la construction des routes, l'assainissement et la réhabilitation des voiries urbaines. L'accord sur les 21 milliards du groupe consultatif de Paris 2016-2020, dont la moitié des ressources a déjà été décaissée pour 2019, est également un signal positif de nos partenaires techniques et financiers à notre égard.*

*Notre croissance économique de plus de 6% est au dessus de la moyenne de la région. Pour intensifier la fourniture d'électricité à tous les Guinéens, des mesures sont prises depuis 2010 pour accroître notre capacité énergétique avec le barrage de Kaleta 240 mégawatt en 2015, celui de Souapiti qui démarre en 2020 avec une capacité de 450 mégawatt suivi du barrage d'Amaria d'un potentiel de 300 mégawatt. Pour atteindre une capacité de 900 mégawatts en 2020. S'ajoute le barrage de Koukoutamba d'une capacité de 200 mégawatt.*

*Notre production agricole bénéficie aujourd'hui de 100.000 tonnes d'engrais contre 5.000 en 2010, pour soutenir un secteur qui évolue vers l'autosuffisance alimentaire. Aussi, plusieurs mesures de soutiens, techniques et financiers, ont été prises pour le monde agricole. Le soutien en matière d'intrants et d'équipements agricoles a permis de booster considérablement la production agricole vivrière entre 2011 à 2019. L'agriculture, est aujourd'hui un levier important pour le développement de la Guinée. Premier employeur, le secteur de l'agriculture joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement rural : il assure les revenus de 57 % des ménages ruraux et l'emploi de 52 % de la main-d'œuvre...».*

**Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée**

(extrait du discours prononcé à l'occasion de sa présentation de vœux de nouvel an 2020, le 31 décembre 2019).

## Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances sur les six (6) premiers mois de l'année 2020.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique (RGGCP), le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°A/2020/1289/MB/CAB/SGG du 28 avril 2020 portant plan d'engagement budgétaire du deuxième trimestre 2020, afin de réguler l'exécution des dépenses publiques en fonction du plan de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquentiel par trimestre, et révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin juin 2020 dégage un niveau réalisation de recettes supérieur à l'objectif et un niveau de dépenses (base paiement) dépassant l'objectif semestriel. En effet, sur un objectif de 6 665,98 Mds, les recettes mobilisées suivant la situation communiquée par les régies, se situent à 7 493,93 Mds, soit 112,42 % (voir tableau n°4). La part de chaque catégorie de recettes se chiffre à 6 693,19 Mds pour les recettes fiscales, soit 89,31% ; 353,89 Mds pour les dons, legs et fonds de concours, soit 4,72% et 446,85 Mds pour les autres recettes, soit 5,96%.

Comparées au taux de réalisation à fin juin 2019 de 101,66%, celui du deuxième trimestre 2020 est supérieur de 10,76 points de pourcentage.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 8 586,74 Mds contre 4 532,80 Mds, soit 189,44% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de la période.

Les dépenses payées hors financement extérieur se chiffrent à 7 027,65 Mds contre une prévision à fin juin de 4 532,80 Mds, soit 155,04%. Sur la même période en 2019, le taux de réalisation était de 94,74%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 1 559,09 Mds contre une prévision dans le budget 2020 de 5 185 Mds, soit un taux d'exécution de 30,07%.

Le solde de base à fin juin 2020 s'est établi à 297,46 Mds différent du repère quantitatif du programme économique de 254,56 Mds, soit un dépassement de 42,90 Mds.

L'exécution budgétaire au cours de ce semestre a été caractérisée par une contraction des prises en charge de certaines catégories de dépenses, afin de contenir les charges liées au plan de riposte de la maladie du COVID-19. Comparés aux dépenses engagées de la période, les paiements se situent à 56,15% contre 73,99% à fin juin 2019 et 114,35% par rapport aux dépenses ordonnancées contre 128,70% en 2019.



## Table des Matières

<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES .....</b>	<b>13</b>
<b>I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFI 2020.....</b>	<b>13</b>
<b>I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....</b>	<b>16</b>
<b>I.2-1 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES.....</b>	<b>17</b>
<b>I.2-2 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE .....</b>	<b>19</b>
<b>II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....</b>	<b>28</b>
<b>II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS .....</b>	<b>28</b>
<b>II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES .....</b>	<b>30</b>
<b>II -2-1 MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RIPOSTE AU COVID-19.....</b>	<b>32</b>
<b>II -2-2 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE .....</b>	<b>34</b>
<b>II-2-3 SITUATION DES INSTANCES DE PAIEMENT AU 30 JUIN 2020 .....</b>	<b>40</b>
<b>II.2.4 SITUATION DE L'EXECUTION DES CREDITS DES SERVICES DECONCENTRES .....</b>	<b>40</b>
<b>II.2.5 SITUATION D'EXECUTION DES FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS.....</b>	<b>42</b>
<b>III-SOLDE BUDGETAIRE .....</b>	<b>45</b>
<b>IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT .....</b>	<b>46</b>
<b>IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT .....</b>	<b>46</b>
<b>IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>46</b>
<b>V-CONCLUSION.....</b>	<b>47</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>48</b>

## Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment ( <i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i> )
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin juin 2020 de la loi de finances initiale (en milliards de GNF)	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	10
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	12
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	16
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	17
Tableau 6: Exécution globale des dons à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	18
Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	18
Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	22
Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	24
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	25
Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	28
Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX	30
Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	36
Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au juin 2020 (en Mds de GNF)	38
Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)	40
Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)	42
Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	42
Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin juin 2020	46
Tableau 19: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin juin 2020 (en de milliards de GNF)	50
Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin juin 2020 (en de milliards de GNF)	53
Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin juin 2020 en de milliards de GNF	57
Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)	61
Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF	62
Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF	63
Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'etat (en milliards de GNF)	65

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes	16
Graphique 2 : Exécution des recettes par régions à fin juin 2020	19
Graphique 3: Analyse globale des dépenses	31
Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement	39

## Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

### **Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire**

Les projections budgétaires 2020 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,6%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,2%, un taux de change de 9 256 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,14% du PIB.

En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -3,4% du PIB et un solde budgétaire de base de 0,63% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 33,9 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures pour consolider progressivement la transition fiscale à l'horizon 2020, échéance de la mise en vigueur complète du TEC CEDEAO et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

La Loi de Finances 2020 se caractérise également par la volonté du Gouvernement de stabiliser le niveau global des dépenses ; de se conformer aux engagements souscrits par la Guinée au près des partenaires au développement ; de relever le niveau de crédits des dépenses régaliennes en vue de garantir l'Etat de droit et la sécurité ; de promouvoir le développement à la base par l'application effective des transferts de compétences aux collectivités locales à travers la mise en place des fonds destinés au financement de leurs programmes annuel d'investissement ; de consolider et renforcer les efforts de mobilisation des ressources internes par la création du Guichet Unique du Commerce Extérieur et le démarrage des activités de la mission d'appui à la mobilisation des ressources internes ; de renforcer la déconcentration budgétaire ; de rechercher des financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels et de poursuivre la mise en œuvre du plan de réforme des finances publiques.



Tableau 1: Exécution de la loi de finances initiale par grandes masses à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Grandes masses	LFI 2020	Objectifs à fin juin 2020 (a)	Exécution fin juin 2020 (b)	Pourcentage (c)= (b/a)
Recettes intérieures	21 706,23	10 853,12	9 037,97	83,28%
Dépenses courantes	16 472,6	8 234,06	8 188,17	99,44%
Dépenses d'investissement	9 478,1	4 741,25	1 411,93	29,78%
Solde de base dons exclus	922,30	254,56	297,46	116,85%
Solde de base dons exclus en % du PIB	0,63%	0,17%	0,20%	117,64%

Source : Tofe

### Contexte de l'exécution budgétaire

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2020, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- L'organisation du double scrutin référendaire et législatif du 22 mars 2020 ;
- La crise sanitaire mondiale liée au COVID-19 ;
- La baisse du baril sur le marché mondial ;
- L'accroissement des dépenses suite à la mise en place du plan de riposte du COVID-19
- Le réaménagement du gouvernement le 19 juin 2020 ;
- L'approbation par le conseil d'administration du FMI de la 70e demande de financement d'urgence visant à aider ses pays membres à faire face aux problèmes posés par la pandémie de COVID-19 et un décaissement le 19 juin 2020, en faveur de la Guinée de 148 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) afin de permettre au pays de satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie du COVID-19.

### Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin juin 2020, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires a atteint 114,65% par rapport à l'objectif semestriel avec une moyenne de 365,74% et se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....238,79%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive.....225,31%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.....148,20%

- **Pilier IV** : Gestion durable du capital naturel.....850,66%

Par rapport à l'objectif de la LFI 2020 de 25 950,7 Mds hors BAS, l'exécution se situe en moyenne à 37,521% contre 12,28% engagés à la même période en 2019 (voir tableau 22).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin juin 2020 se situe à 762,87 Mds contre une prévision de la LFI de 8 605,60 Mds, soit un taux d'exécution de 8,86%. Cette exécution du PNDES concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 39,91 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 723,56 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 2 et 3.

**Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement juin	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
		juin	juin	Taux	juin	Taux	juin	Taux	juin	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Développement Durable	3 871,74	367,98	266,70	72,48%	93,45	25,40%	93,45	25,40%	268,95	73,09%
Dépenses D'investissement	1 538,96	367,98	266,70	72,48%	93,45	25,40%	93,45	25,40%	114,20	31,03%
FINEX	2 332,78		NA		NA		NA		154,7496	
Transformation Economique Durable et Inclusive	2 829,63	270,68	282,90	104,51%	201,61	74,48%	201,61	74,48%	1 025,62	378,91%
Dépenses D'investissement	1 124,74	270,68	282,90	104,51%	201,61	74,48%	201,61	74,48%	30,24	11,17%
FINEX	1 704,89		NA		NA		NA		995,3744	
Développement Inclusif Du Capital Humain	1 707,75	224,44	129,87	57,86%			64,14	28,58%	314,61	140,18%
Dépenses D'investissement	678,81	224,44	129,87	57,86%			64,14	28,58%	10,81	4,81%
FINEX	1 028,94		NA		NA	-	NA	-	303,804	-
Gestion Durable Du Capital Naturel	196,48	6,42	29,30	456,43%	-	-	5,32	82,87%	13,38	208,45%
Dépenses D'investissement	78,10	6,42	29,30	456,43%	-	-	5,32	82,87%	13,38	208,45%
FINEX*	118,38		NA	-	NA	-	NA	-	0	-
<b>Total général</b>	<b>8 605,60</b>	<b>869,52</b>	<b>708,77</b>	<b>81,51%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>364,52</b>	<b>41,92%</b>	<b>1 622,55</b>	<b>186,60%</b>

Sources : DNB/DNSI

\*Le finex n'est pas engagé sur la chaîne des dépenses

## **L'exécution à fin juin 2020 dans les dix fonctions de l'administration**

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Défense et Enseignement qui absorbent 90,03% du montant exécuté au cours du semestre.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 2 671,98 Mds soit 38,02% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin juin 2020. Leur taux d'exécution s'est établi à 168,33% par rapport à l'objectif du plan d'engagement.
- La part des dépenses consacrées à la fonction Affaires économiques s'élève à 1 736,71 Mds soit 184,26% par rapport à l'objectif semestriel et représente 24,71% du total des dépenses. Cette exécution explique l'effort du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,.) et celui des infrastructures (combustibles, énergie, transport et travaux publics,...).
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 013,88 Mds soit 257,64% par rapport à l'objectif de la période. Cette fonction représente 14,43% du total des dépenses. Les crédits de cette fonction ont été exécutés au delà de l'objectif du semestre, ce qui a permis d'assurer la défense du territoire, le fonctionnement régulier de l'armée et d'accompagner les réformes des forces de Défense et de Sécurité.
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 904,54 Mds, soit 12,87% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif semestriel de 626,34 Mds, l'exécution est de 144,42%. Elles couvrent essentiellement l'impact du recrutement des contractuels, le dégel global des salaires des enseignants grévistes, le paiement des primes d'incitation des enseignants en situation de classe et les dépenses liées aux bourses des étudiants.
- Par ailleurs, au titre des paiements à fin juin de 267,75 Mds en faveur de la fonction santé s'ajoutent 40,07 Mds liées à la mise en œuvre du volet sanitaire du plan de riposte COVID-19, ce qui augmente ces dépenses à 307,82 Mds soit 4,80% par rapport à l'exécution et 52,72% par rapport à l'objectif de la période.

Il est à rappeler que le plan de riposte COVID-19 comprend les mesures de relances économiques, les composantes sanitaire, sociale et appui au secteur privé. Les dépenses exécutées à fin juin dans le cadre de sa mise en œuvre se chiffrent à 185,37 Mds. Elles se décomposent comme suit :

- Composante sanitaire.....40,07 Mds
- Composante sociale .....49,67 Mds

- Mesures de relance économique.....95,62 Mds

**Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI 2020 (x)</b>	<b>Plan d'Engage ment juin (y)</b>	<b>charges financières de la dette (a)</b>	<b>dépenses de personne l (b)</b>	<b>dépenses de biens et services (c)</b>	<b>dépenses de Transfer t (d)</b>	<b>dépenses d'investi ssement (e)</b>	<b>Total f =Σa à e)</b>	<b>Part dans l'exécuti on totale</b>
Services Généraux des Administrations Publiques	7 435,03	1 587,38	315,16	511,80	1071,64	694,63	78,76	2 671,98	38,02%
Défense	2 018,78	393,53	0,00	755,16	93,06	131,74	33,92	1 013,88	14,43%
Ordre et Sécurité publique	625,30	89,08	0,00	186,92	17,75	16,60	1,62	222,88	3,17%
Affaire Economique	3 630,33	942,52	0,00	204,60	82,63	1427,81	21,67	1 736,71	24,71%
Protection de l'Environnement	1 008,59	222,80	0,00	48,76	18,13	6,98	24,62	98,49	1,40%
Logement et Equipement Collectif	107,57	17,16	0,00	13,08	0,72	0,55	0,00	14,35	0,20%
SANTE	1 592,35	583,83	0,00	130,68	78,51	50,53	8,03	267,75	3,81%
Loisirs, Culture et Culte	245,10	36,40	0,00	19,90	47,22	9,16	0,00	76,28	1,09%
Enseignement	3 057,32	626,34	0,00	744,00	25,18	135,37	0,00	904,54	12,87%
Protection Sociale	168,36	33,75	0,00	9,42	3,99	7,38	0,00	20,79	0,30%
<b>Total général</b>	<b>19 888,72</b>	<b>4 532,80</b>	<b>315,16</b>	<b>2 624,31</b>	<b>1 438,82</b>	<b>2 480,74</b>	<b>168,62</b>	<b>7 027,65</b>	<b>100%</b>

Source : DNSI et DNB

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 30 juin 2020 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

## **I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES**

### **I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2020**

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2020 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

- I. Au prelevement forfaitaire, exigible sur :
  1. Les importations de biens effectués par des personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA ;
  2. Les achats de biens et de services réalisés auprès de personnes physiques ou morales non immatriculées à la TVA en Guinée et effectués par :
    - a. L'Etat et les collectivités locales ;
    - b. Les établissements publics, les sociétés d'économie mixtes, les entreprises minières, gazières et pétrolières, les entreprises de carrières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurances, les établissements de microfinances et les sociétés de distribution et d'entreposage des produits pétroliers ;
  3. Les commissions versées :
    - a. Aux distributeurs non immatriculés à la TVA de produits pétroliers ;
    - b. Aux distributeurs de cartes SIM et de recharges téléphoniques (physiques ou dématérialisées) non immatriculés à la TVA ;
    - c. Aux intermédiaires non immatriculés à la TVA intervenant dans les opérations de transferts d'argent ou de paiement par téléphone (mobile money) ;
- II. Le taux de prélèvement est de :

Dix pourcent (10%) pour les opérations visées au 1. et 2. du I ;

Cinq pourcent (5%) pour les opérations visées au 3. du I ;
- III. Le prélèvement exigible à l'importation visé au 1. du I. est liquidé sur le bordereau de taxation sur la CAF des importations lors du dédouanement (LFI 2001, art 2). Son paiement ne peut être fractionné et doit intervenir avant l'enlèvement des biens importés. (LFI 97, art 25).
- IV. Le prélèvement perçu sur les achats locaux visé au 2. du I. ou sur les commissions versées au 3. du I. est retenu à la source par le débiteur au moment du paiement. Les débiteurs, autres que l'Etat et les collectivités locales, doivent déposer une déclaration au titre des opérations soumises au prélèvement entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois suivant celui du règlement de ces opérations.

Art .255. -I. le prélèvement visé à l'article 251 est imputable, selon le cas, sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur l'impôt sur les bénéfices industriels non commerciaux ou l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel les opérations sont réalisées par :

1. L'importateur visé au 1. du I.
  2. Le fournisseur ou prestataire, visé au 2. et 3. du I., qui doit par ailleurs comptabiliser en produits, le montant brut des versements reçus pour la période, y compris le montant des prélèvements forfaitaires.
- II. l'imputation n'est possible que sur présentation :
1. D'une copie du bordereau de douane pour les importations visées au 1. du I.

2. D'une copie de la quittance du paiement du prélèvement délivré au débiteur visé au IV de l'article 251.

III. la fraction du prélèvement forfaitaire qui n'a pu être imputée ne constitue pas un crédit d'impôts. Elle prend le caractère d'un prélèvement forfaitaire définitif.

### DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE UNIQUE SUR LES VEHICULES (TUV)

Article 7/- les dispositions du code général des impôts- taxe unique sur les véhicules sont modifiés ainsi qu'il suit :

#### Section I : Montant de la taxe

Art 330. -I. il est perçu annuellement, une taxe unique sur les véhicules (TUV). Elle s'applique sur les véhicules motorisés ainsi que sur les remorques et semi-remorques d'après les tarifs suivants :

#### **A. Véhicules à moteurs de tourisme**

- |   |             |
|---|-------------|
| 1. Motocyclettes, cyclomoteurs, scooters et véhicules assimilés | 130 000 GNF |
| 2. Voiture jusqu'à 12 CV  | 300 000 GNF |
| 3. Pick-up et véhicules 4X4                                     | 400 000 GNF |

#### **B. Véhicules à moteurs utilitaires, de chantier ou servant de transports de marchandises**

- |                      |               |
|----------------------|---------------|
| 1. Jusqu'à 5 tonnes  | 700 000 GNF   |
| 2. De 6 à 10 tonnes  | 950 000 GNF   |
| 3. De 11 à 15 tonnes | 1 000 000 GNF |
| 4. De 16 à 20 tonnes | 1 300 000 GNF |
| 5. De 20 à 30 tonnes | 1 500 000 GNF |
| 6. Plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

#### **C. Remorques et semi-remorques, dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est :**

- |                         |               |
|-------------------------|---------------|
| 1. De 5 à 30 tonnes     | 1 500 000 GNF |
| 2. De plus de 30 tonnes | 2 000 000 GNF |

#### **D. Véhicules à moteurs servant au transport du personnel**

- |  |               |
|--|---------------|
| 1. Mototaxis   | 200 000 GNF   |
| 2. Mototaxis tricycles   | 300 000 GNF   |
| 3. Véhicules jusqu'à 5 places autres que les deux ou trois roues | 500 000 GNF   |
| 4. Véhicules de 6 à 10 places                                    | 700 000 GNF   |
| 5. Véhicules de 11 à 20 places                                   | 850 000 GNF   |
| 6. Véhicules de 21 à 30 places                                   | 1 000 000 GNF |
| 7. Véhicules de plus de 30 places                                | 1 200 000 GNF |

#### **E. Engins à moteurs lourds**

- |  |               |
|--|---------------|
| 1. Camions grue, chariot eleveur et hydrocureur  | 2 500 000 GNF |
| 2. Machines de terrassement, grue, bulldozer, pelles mécaniques, marteaux piqueurs, camions de forages | 4 000 000 GNF |

#### **F. Yatches et bateaux de plaisance à moteurs fixes ou hors-bord**

**10 000 000 GNF**

**II. Aux fins du I.,** la remorque et semi-remorque est imposée séparément du véhicule qui la tracte. On entend par,

1. << remorque >> un vehicule sans moteurs destinés à être tiré par un vehicule à moteur ;
2. << semi-remorque >>, un type de remorque qui repose en partie sur le vehicule qui la tracte.

## **Section II : les exonérations**

Art 331 : sont exonérés de la taxe unique sur les véhicules

1. les véhicules des corps diplomatiques et consulaires immatriculés en CMD, CD et en CC ;
2. les véhicules appartenant à l'Etat ou aux collectivités locales immatriculées en VA ou en AN ;
3. les véhicules militaires immatriculés en AG ;
4. les véhicules de la gendarmerie nationale immatriculés en GN ;
5. les véhicules de la police nationale immatriculés en PN ;

## **ARTICLE 8 : EXIGIBILITE, PAIEMENT ET REPARTITION DE LA TAXE**

Art 332.-I. chaque vehicule visé à l'article 330 est passible de la taxe unique sur les véhicules à moteur ;

II. La taxe est exigible chaque année ;

III. Le redevable de la taxe est le propriétaire du vehicule. En cas de cession du vehicule en cours d'année, le nouveau propriétaire n'est pas redevable de la taxe si cette dernière a déjà été acquittée pour l'année en cours.

Art 335.-I. le paiement de la taxe donne droit à la délivrance d'une vignette portant le millésime de l'année pour laquelle, elle est valable et :

1. les véhicules à moteur : la puissance du véhicules ;
2. pour les remorques et semi-remorques : le Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) ;

II. La vignette doit être obligatoirement collée :

1. pour les véhicules avec pare-brise : sur la face interne du pare-brise (coté droit) de façon à être apparente ;
2. pour les véhicules sans pare-brise, y compris les remorques et les semi-remorques : sur une partie facilement accessible du vehicule et non interchangeable ;

III. l'administration fiscale communique chaque année la disponibilité des vignettes et la période de paiement de la taxe sans pénalité ; cette période est de trois mois à compter de la date de communication de la disponibilité des vignettes par l'administration. Le montant de la taxe est majoré de vingt-cinq pourcent (25%) si le propriétaire paye cette taxe plus de trois mois après cette date.

Art 337. – le produit de la taxe unique sur les véhicules à moteur est reparti comme suit :

1. part du budget national : trente cinq pourcent (35%)
2. part des collectivités locales : soixante cinq pourcent (65%), repartit comme suit :
  - a) part des préfectures et sous-préfectures : dix-pourcent (10%) ;
  - b) part des collectivités locales : cinquante-cinq pourcent (55%) ;

**(LF.2018, art 13)**

Art.338.- Le montant non majoré de la taxe unique sur les véhicules est une charge déductible des bénéfices imposables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux ou à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en cours.

## I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies au 30 juin 2020 se chiffre à 7 493,93 Mds contre un objectif à fin juin 2020 de 6 665,98 Mds, soit un taux d'exécution de 112,42%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 6 693,19 Mds (89,31%), dons, legs et fonds de concours pour 353,89 Mds (4,72%) et les autres recettes pour 446,85 Mds (5,96%).

Sur la base des prises en charge comptable, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 9 037,97 Mds.

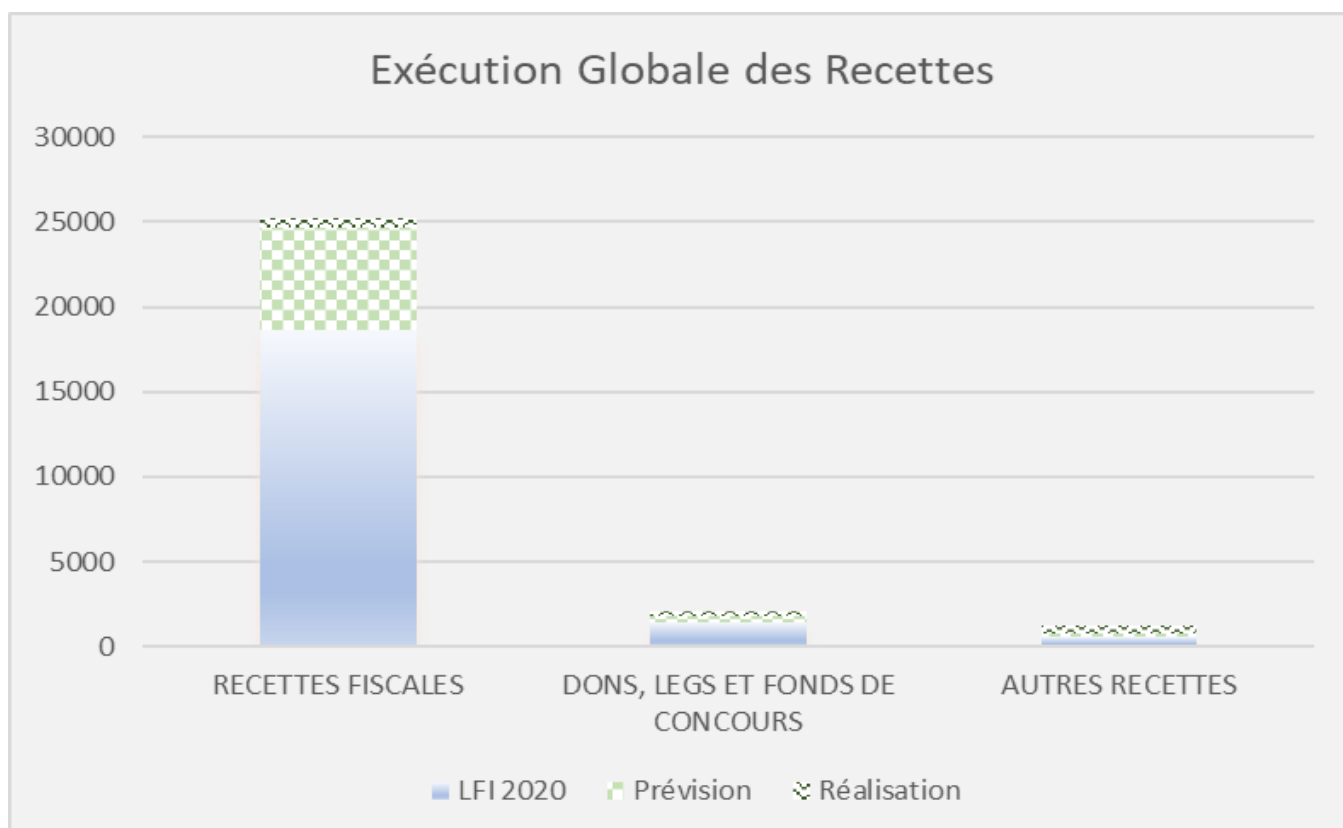
**Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020	Situation à fin juin 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	18 605,48	6 087,70	6 693,19	109,95%	89,31%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 410,00	352,50	353,89	100,39%	4,72%
3 AUTRES RECETTES	566,10	225,78	446,85	197,91%	5,96%
<b>Total général</b>	<b>20 581,58</b>	<b>6 665,98</b>	<b>7 493,93</b>	<b>112,42%</b>	<b>100,00%</b>

Sources : REGIES DE RECETTES

## Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes





## I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

### 1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 6 693,19 Mds contre une prévision semestrielle de 6 087,70 Mds soit un taux d'exécution de 109,95%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 3 536,00 Mds (52,83%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 898,57Mds (28,37%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 1 164,93Mds (17,40%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

**Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	824,98	1 164,93	141,21%	17,40%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	89,29	72,08	80,73%	1,08%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	19,02	15,48	81,40%	0,23%

14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 453,57	3 157,91	3 536,00	111,97%	52,83%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	1 978,62	1 898,57	95,95%	28,37%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	17,87	6,13	34,28%	0,09%
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>18 605,48</b>	<b>6 087,70</b>	<b>6 693,19</b>	<b>109,95%</b>	<b>100,00%</b>

(d) : contribution de la recette au total des réalisations

Sources : REGIES DE RECETTES

## 1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de finances 2020 de 352,50 Mds, il a été exécuté au titre des dons, legs et fonds de concours 353,89 Mds, soit 100,39%. Cette exécution concerne les dons projets et programmes pour 111,85 Mds et les dons appuis budgétaires pour 242,03 Mds.

Tableau 6: Exécution globale des dons à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020 (x)	Situation à fin juin 2020			
		Prévision (a)	Réalisation (b)	Taux (c)= (b/a)	Part dans l'exécution totale (d)
<b>2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 410,00</b>	<b>352,50</b>	<b>353,89</b>	<b>100,39%</b>	<b>70,61%</b>
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	950,00	237,50	111,85	47,10%	22,32%
DONS APPUI BUDGETAIRE	460,00	115,00	242,03	210,46%	48,29%

## 1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 30 juin 2020 à hauteur de 446,85 Mds sur une prévision trimestrielle de 225,78 Mds, soit un taux d'exécution de 197,91%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 377,65 Mds (84,51%), les revenus de la propriété pour 36,16 Mds, (8,09%) et les ventes de biens et services pour 33,03 Mds, soit 7,39%.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 7: Exécution des autres recettes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
<b>3 AUTRES RECETTES</b>	<b>566,10</b>	<b>225,78</b>	<b>446,85</b>	<b>197,91%</b>	<b>100,00%</b>
31 REVENU DE LA PROPRIETE	395,91	25,66	36,16	140,91%	8,09%
312 Dividendes	395,91	25,66	36,16	140,91%	8,09%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	126,04	144,10	33,03	22,92%	7,39%
321 Ventes des établissements marchands	46,92	124,47	0,30	0,24%	0,07%
322 Droits et frais administratifs	79,11	19,11	32,73	171,27%	7,33%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,51	0,00	0,00%	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	11,52	0,02	0,01	35,71%	0,00%

331 Amendes, Pénalités et Confiscations	11,52	0,02	0,01	35,71%	0,00%
35 RECETTES DIVERSES	32,64	56,00	377,65	674,34%	84,51%
351 Recettes diverses	32,64	56,00	377,65	674,34%	84,51%
<b>Total général</b>	<b>566,10</b>	<b>225,78</b>	<b>446,85</b>	<b>197,91%</b>	<b>100,00%</b>

(d) : contribution de la recette au total des réalisations

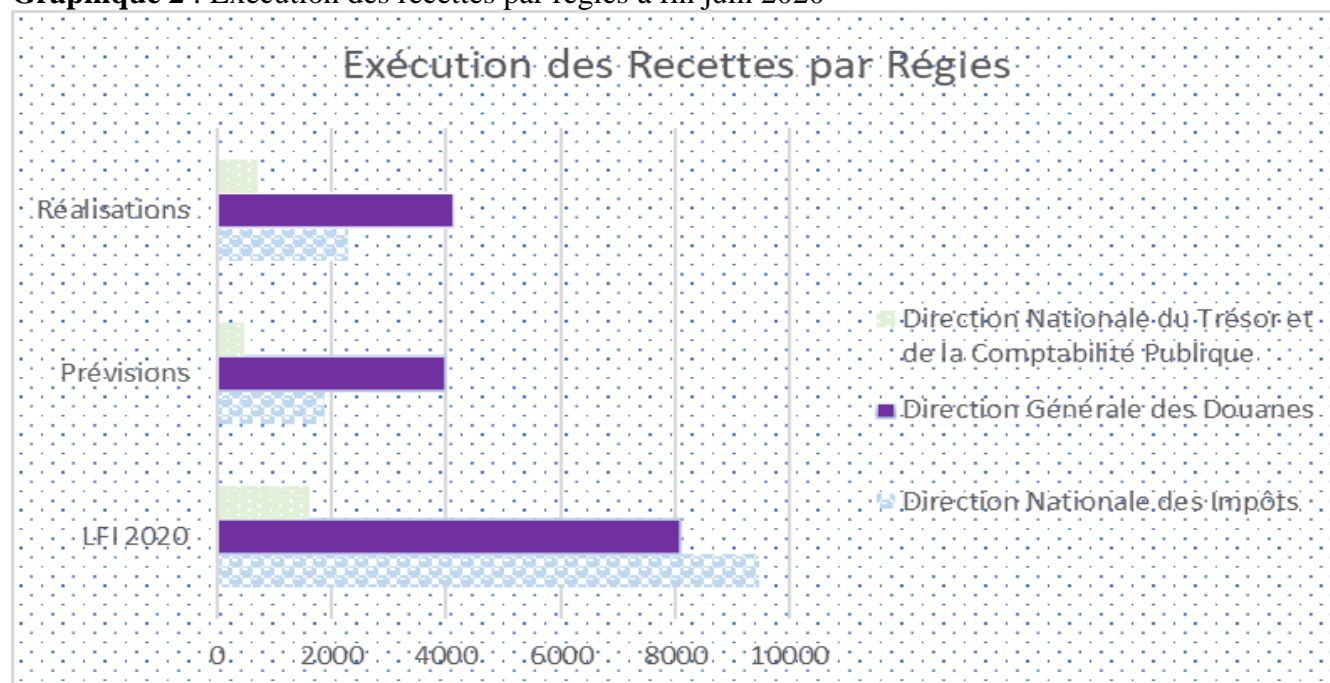
Sources : TDB/DNTCP

## I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 30 juin 2020 de -6 313,48 Mds, les efforts propres des régies financières dans la mobilisation des recettes se chiffrent à 7 140,04 Mds, soit un taux d'exécution de 113,09%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 2 294,68 Mds (32,14%), la Direction Générale des Douanes pour 4 144,84 Mds (58,05%) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 700,52 Mds (9,81%).

**Graphique 2 : Exécution des recettes par régies à fin juin 2020**



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin juin 2020, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 2 294,68 Mds sur un objectif de 1 876,24 Mds, soit un taux de mobilisation de 122,30%. La plus-value qui se dégage est de 418,44 Mds.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 50,77% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, les impôts sur les biens et services pour 45,15%, 3,14% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, les impôts sur le patrimoine 0,67% et 0,27% pour les autres recettes fiscales.

Comparé à la prévision annuelle de 9 464,61 Mds, la DNI a réalisé au titre du second trimestre 2020 un taux de 24,24%.

L'analyse de ce niveau de réalisation se présente comme suit par rubrique de recettes :

#### **a) Impôts sur les revenus des personnes physiques :**

La performance de cette rubrique s'explique par des plus-values enregistrées sur :

- **Les Impôts sur traitements et salaires (RTS) du personnel de l'Etat :** due à une plus-value de 5 Mds sur les impôts sur traitement et salaires du personnel de l'Etat qui s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre des contribuables (fonctionnaires).
- **Retenues sur traitements et salaires autres personnels :** Cette ligne a enregistré une plus-value de 35 Mds. Cette plus-value est consécutive à la baisse des objectifs trimestriels assignés à cette catégorie d'impôts.
- **le revenu des capitaux mobiliers :** Cet impôt assis sur les dividendes et autres revenus a enregistré une plus-value qui s'explique par la baisse des objectifs semestriels de la période. Les impôts sur les dividendes du groupe orange de 50 Mds ont contribué à augmenter ce poste.
- **Retenue à la source sur les Revenus Non Salariaux :** la performance cette rubrique s'explique par la régularisation des arriérées d'impôts sur les paiements aux experts étrangers de certaines sociétés minières.
- **Amendes et pénalités :** le renforcement des actions de recouvrement menées par la DNI ont permis d'atteindre la performance constatée.

Cette performance est atténuée par des moins-value enregistrées au niveau :

- **du prélèvement sur le bénéfice industriel et commercial (BIC) et sur le bénéfice net commercial (BNC) :** La moins-value de ces lignes s'explique par le fait que les redevables de ces impôts bénéficient des mesures d'accompagnements dans le cadre du plan de riposte économique du gouvernement contre la pandémie du COVID-19.
- **du prélèvement forfaitaire à l'importation :** la baisse des importations des acteurs de l'informel ne remplissant pas les conditions d'assujettissements à la TVA explique la contreperformance enregistrée sur cette ligne ; **du prélèvement forfaitaire sur les achats locaux :** la moins-value sur cette ligne s'explique par le non règlement des arriérés des redevables légaux.

•

**b) Impôts sur les salaires et la main d'œuvre :**

- Le manque à gagner sur cette ligne est imputable à la baisse de la masse salariale notamment le cas des contractuels temporaires des sociétés minières et autres secteurs due aux effets du COVID-19.

**c) Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises :**

- La plus-value (341 Mds) enregistrée sur cette ligne est due aux dépôts anticipés des états financiers de quelques sociétés dont les résultats sont bénéficiaires. Cette plus-value est légèrement atténuée par des moins-values enregistrées au niveau des impôts sur les sociétés minières consécutive d'une part au non paiement de ces impôts et d'autre part au non-paiement de la facture d'électricité de la centrale de Filima à Kamsar et la baisse des impôts minimuns forfaitaires.

**d) Impôts sur la propriété immobilière :** Il faut rappeler que le délai légal de paiement de la Contribution Foncière Unique s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin de chaque année. Sa gestion relève désormais d'un Service spécial créé à cet effet.

**e) Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises**

La contreperformance enregistrée au niveau de cette rubrique est liée à la faiblesse du volume d'importation des véhicules d'occasion.

**f) Impôts sur les services déterminés :**

La non atteinte de l'objectif à fin juin s'explique par la baisse des souscriptions des adhérents aux contrats d'assurance voyage et responsabilité civile au cours de la période. Le rendement de cette taxe s'améliorera grâce à l'application du décret portant code des assurances signée depuis le 11 janvier 2019 ;

**g) Taxes d'accès au réseau de télécommunication (TARTEL) et taxes sur la consommation téléphoniques (TCT) :**

La contreperformance enregistrée au niveau de ces recettes est due aux difficultés que traversent les sociétés Cellcom Guinée et MTN Guinée.

**h) Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes :**

La non atteinte de l'objectif assignée pour la collecte de ces impôts est imputable, d'une part, à la contreperformance enregistrée au niveau des droits des sociétés due au non paiement de ces impôts consécutive à la crise sanitaire que traverse le pays et, d'autre part, au manque à gagner constaté sur le droit de mutation d'immeubles pendant cette période, où il n'y a eu aucune cession d'actions de biens meubles et immeubles déclarées à l'administration fiscale.

**i) Autres recettes fiscales :**

Le manque à gagner enregistré au niveau des autres recettes fiscales est lié à la non maîtrise de la base imposable des autres droits d'enregistrement et la faiblesse du civisme fiscal des redevables.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

**Tableau 8: Situation des recettes collectées par la DNI à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020 (x)	Situation à fin juin 2020			
		Prévision (a)	Réalisation (b)	Taux (c)= (b/a)	Part (d)
<b>1 RECETTES FISCALES</b>	<b>9 458,56</b>	<b>1 876,24</b>	<b>2 294,688</b>	<b>122,30%</b>	<b>100,00%</b>
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 633,13	824,98	1 164,935	141,21%	50,77%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 232,93	216,48	298,877	138,06%	13,02%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 400,20	608,50	866,058	142,33%	37,74%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	352,03	89,29	72,080	80,73%	3,14%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	352,03	89,29	72,080	80,73%	3,14%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	93,28	19,02	15,482	81,40%	0,67%
131 Impôts sur la propriété immobilière	68,76	13,21	13,448	101,77%	0,59%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	24,52	5,81	2,034	35,04%	0,09%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	5 380,13	925	1 036,064	112,00%	45,15%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 780,26	378,81	544,203	143,66%	23,72%
142 Les accises	37,82	8,65	5,951	68,78%	0,26%
143 Impôts sur les services déterminés	452,07	84,52	57,524	68,06%	2,51%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 109,98	453,09	428,386	94,55%	18,67%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0,00	17,87	6,127	34,28%	0,27%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	0,00	17,87	6,127	34,28%	0,27%
<b>Total</b>	<b>9 458,56</b>	<b>1 876,24</b>	<b>2 294,68</b>	<b>122,30%</b>	<b>100,00%</b>

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Source : DNI

### – Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin juin 2020, se chiffrent à 4 144,84 Mds sur une prévision à fin juin de 3 980,84 Mds, soit un taux de réalisation de 104,12%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur les biens et services pour 2 246,27 Mds et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 898,57 Mds.

L'exécution des impôts sur biens et services de 2 246,27 (54,19%) porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 1 558,08 Mds (37,59%) et les accises pour 688,19 Mds (16,60%).

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales l'exécution représente 45,81% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 1 410,37 Mds, soit 34,03% et les taxes à l'exportation pour 488,20 Mds, soit 11,78%.

La performance réalisée par la DGD s'explique essentiellement par les facteurs ci-après :

a) Au niveau des Impôts sur les biens et services:

La performance des recettes enregistrées sur les biens et services se situe essentiellement au niveau des rubriques TSPP et TVA à l'importation. Cette situation s'explique notamment par l'augmentation du volume de la consommation semestrielle qui est passé de 675,65 tonne métrique (TM) en 2019 à 712,11 TM en 2020 soit une hausse de 36,45 tonne métrique.

- Quant aux recettes sur autres produits collectées par la DGD, la performance s'explique par l'augmentation du volume des importations taxables qui est passé de 3 220,75 tonnes métriques en 2019 à 3.803,19 tonnes métriques en 2020, soit un accroissement de 582,44 de tonnes métriques.

Aussi, il faut signaler qu'avec la baisse du prix de baril enregistrée au début de l'année et le maintien du prix du carburant à la pompe a entraîné une augmentation des recettes des produits pétroliers, notamment la TSPP.

La performance réalisée peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres:

- L'application du Tarif Extérieur Commun (TEC) avec la Taxe d'ajustement à l'importation (TAI) qui a eu un impact réel sur les recettes et sur les activités économiques.
- Les effets positifs des réformes sur les recettes, notamment le paiement des droits par virement RTGS et le gain de temps qu'apportent la rationalisation des procédures au cordon douanier.

En effet, depuis le début de l'année 2017 et suite à la fin du contrat sur le PVI, la Direction Générale des Douanes a mené des réformes allant dans le sens de l'augmentation et de la sécurisation des recettes ainsi que de la facilitation des transactions du commerce international. Ces mesures de réformes sont entre autres :

- 1- La mise en place d'une nouvelle procédure de dédouanement des marchandises après la fin du contrat avec le Bureau Veritas.

Cette procédure a permis de réduire les délais et les coûts du dédouanement contribuant au gain de temps et de charge pour les opérateurs économiques, favorisant ainsi l'activité économique.

- 2- La création d'une Section Valeur qui a permis de renforcer et d'alimenter la base de données ou fichiers valeurs des produits sensibles et/ou grands pourvoyeurs de recette. Cette Section assiste les Unités chargées de dédouanement à la détermination de la valeur en douane.
- 3- L'Institutionnalisation de la production obligatoire d'une copie de la déclaration d'exportation du pays d'exportation des marchandises indiquant les éléments d'assiettes des marchandises importées en Guinée (valeur, espèce tarifaire, poids, quantité, etc. ....)
- 4- La création et l'opérationnalisation de la Division du Renseignement d'Analyse de Recherche et de l'Orientation du Contrôle (DRAROC), qui a permis de développer le renseignement dans la lutte contre la fraude (LCF).
- 5- Le suivi rigoureux de la régularisation des soumissions d'enlèvement en procédure simplifiée allant jusqu'au blocage des transitaires pour le recouvrement des recettes.
- 6- L'augmentation du volume de la production des Sociétés minières évoluant dans le secteur de la bauxite et autres telles que la Société Minière de Boké (SMB), la Compagnie de Développement des Mines de Chine (CDM-CHINE), la Guinéenne de Mines (GDM), les compagnies Bel Air Mining et COBAD qui ont réconforté le niveau des recettes d'exportation (DFS).
- 7- La mise en place d'une Commission de recouvrements des restes à recouvrer au sein de la Direction Générale des Douanes pour renforcer la Division chargée de recouvrements des restes à recouvrer (ex-clos). Toujours pour renforcer la même Division de recouvrements, le renouvellement des Cautions pour la profession des Commissionnaires agréés en douanes pour l'Exercice 2019 était subordonné par le paiement des restes à recouvrer au titre des Exercices 2016, 2017 et 2018.

**Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
<b>14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>4 015,39</b>	<b>2 002,22</b>	<b>2 246,27</b>	<b>112,19%</b>	<b>54,19%</b>
<b>141 Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>3 369,30</b>	<b>1 674,47</b>	<b>1 558,08</b>	<b>93,05%</b>	<b>37,59%</b>
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 369,30	1 674,47	1 558,08	93,05%	37,59%
1411002 TVA à l'importation	3 200,40	1 590,02	1 487,44	93,55%	35,89%
1411003 TVA sur FINEX	168,90	84,45	70,64	83,65%	1,70%
<b>142 Les accises</b>	<b>646,09</b>	<b>327,74</b>	<b>688,19</b>	<b>209,98%</b>	<b>16,60%</b>
14210 Droits d'accises	90,05	49,73	62,32	125,32%	1,50%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	556,03	278,02	625,87	225,12%	15,10%
<b>15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES</b>	<b>4 073,47</b>	<b>1 978,62</b>	<b>1 898,57</b>	<b>95,95%</b>	<b>45,81%</b>
<b>151 Droits de douanes et autres droits à l'importation</b>	<b>3 071,34</b>	<b>1 500,74</b>	<b>1 410,37</b>	<b>93,98%</b>	<b>34,03%</b>
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 504,23	1 226,07	1 123,99	91,67%	27,12%
15111 Droit de Magasinage	0,41	0,16	0,16	103,63%	0,00%
15112 Taxe d'Entreposage	81,15	40,80	33,95	83,21%	0,82%
15113 Redevances de liquidation	419,93	202,29	221,19	109,34%	5,34%



15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,03	0,52	1,43	277,06%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	38,05	17,75	14,63	82,43%	0,35%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	21,12	10,80	11,40	105,54%	0,28%
15118 Amendes et confiscations douanières	5,41	2,35	0,67	28,60%	0,02%
15119 Redevances de prestation administratives	0,00	0,00	2,95		0,07%
<b>152 Taxes à l'exportation</b>	<b>1 002,14</b>	<b>477,89</b>	<b>488,20</b>	<b>102,16%</b>	<b>11,78%</b>
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 002,14	477,89	487,26	101,96%	11,76%
15213 Droit fiscal à la Sortie	0,00	0,00	0,94		0,02%
<b>Total</b>	<b>8 088,86</b>	<b>3 980,84</b>	<b>4 144,84</b>	<b>104,12%</b>	<b>100,00%</b>

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Sources : DGD

### – Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin juin 2020, la recette centrale du Trésor a mobilisé 700,52 Mds sur un objectif semestriel de 457,05 Mds, soit un niveau de réalisation de 153,27%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 253,67 Mds représentant 36,21% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 109,99% et les autres recettes pour 446,85 Mds constituant 63,79% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 197,91%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence comptable centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

La performance enregistrée au niveau de cette régie s'explique par l'encaissement des recettes exceptionnelles par la contribution des donateurs pour la mise en œuvre du plan de riposte contre le COVID 19.

L'exécution des autres recettes concernent les recettes diverses pour 377,65 Mds, les revenus de la propriété pour 36,16 Mds, les ventes de biens et services pour 33,03 Mds et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,01 Md.

Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2020 (x)	prévision fin juin 2020 (a)	Réalisation fin juin 2020 (b)	Taux d'exécution (c)= (b/a)	Part (d)
<b>1 RECETTES FISCALES</b>	<b>1 058,06</b>	<b>230,62</b>	<b>253,67</b>	<b>109,99%</b>	<b>36,21%</b>
<b>14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>1 058,06</b>	<b>230,62</b>	<b>253,67</b>	<b>109,99%</b>	<b>36,21%</b>
<b>141 Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>489,42</b>	<b>102,15</b>	<b>113,19</b>	<b>110,81%</b>	<b>16,16%</b>
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	489,42	102,15	113,19	110,81%	16,16%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	489,42	102,15	113,19	110,81%	16,16%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
<b>144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités</b>	<b>568,64</b>	<b>128,48</b>	<b>140,48</b>	<b>109,34%</b>	<b>20,05%</b>

14417 Redevances sociétés de pêche	128,26	37,31	51,95	139,23%	7,42%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collectent. (diamant)	9,77	1,46	2,35	161,25%	0,34%
14419 Redevances exploitation minières	235,15	67,58	43,16	63,87%	6,16%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises (DDI-DDE)	34,57	0,00	0,00	-	0,00%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	193,06	22,08	42,92	194,34%	6,13%
14425 Redevances chasses et faune	2,39	0,04	0,09	255,24%	0,01%
<b>3 AUTRES RECETTES</b>	<b>566,10</b>	<b>225,78</b>	<b>446,85</b>	<b>197,91%</b>	<b>63,79%</b>
<b>31 REVENU DE LA PROPRIETE</b>	<b>395,91</b>	<b>25,66</b>	<b>36,16</b>	<b>140,91%</b>	<b>5,16%</b>
<b>312 Dividendes</b>	<b>395,91</b>	<b>25,66</b>	<b>36,16</b>	<b>140,91%</b>	<b>5,16%</b>
31210 Dividendes perçus	395,91	25,66	36,16	140,91%	5,16%
<b>32 VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>126,04</b>	<b>144,10</b>	<b>33,03</b>	<b>22,92%</b>	<b>4,71%</b>
<b>321 Ventes des établissements marchands</b>	<b>46,92</b>	<b>124,47</b>	<b>0,30</b>	<b>0,24%</b>	<b>0,04%</b>
32110 Locations d'actifs produits	32,10	119,86	0,03	0,02%	0,00%
32111 Locations d'actifs non produits	14,82	0,38	0,27	69,94%	0,04%
32111 Redevances domaniales	14,82	4,23	9,48	224,15%	1,35%
<b>322 Droits et frais administratifs</b>	<b>79,11</b>	<b>19,11</b>	<b>32,73</b>	<b>171,27%</b>	<b>4,67%</b>
32211 Frais judiciaires	0,86	0,13	0,24	180,13%	0,03%
32212 Recettes Consulaires	6,95	0,22	0,05	22,40%	0,01%
32222 ventes de passeports	45,00	0,00	0,00	-	0,00%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	2,50	0,00	0,00	-	0,00%
32214 Cartes de séjours étrangers résidents	2,50	0,00	2,09	-	
32216 Droits et Frais de cartes nationales d'identité	2,88	0,00	0,00	-	0,00%
32217 Vente de documents administratifs	4,12	18,76	29,96	159,73%	4,28%
32219 Droits Topographiques	1,46	0,00	0,00	-	0,00%
32223 Permis de conduire	1,62	0,00	0,40	-	0,06%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	10,92	0,00	0,00	-	0,00%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,31	0,00	0,00	-	0,00%
<b>323 Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>0,00</b>	<b>0,51</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>
32310 Recettes des publications	0,00	0,51	0,00	0,00%	0,00%
<b>33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS</b>	<b>11,52</b>	<b>0,02</b>	<b>0,01</b>	<b>35,71%</b>	<b>0,00%</b>
<b>331 Amendes, Pénalités et Confiscations</b>	<b>11,52</b>	<b>0,02</b>	<b>0,01</b>	<b>35,71%</b>	<b>0,00%</b>
33110 Amendes judiciaires	0,90	0,02	0,01	35,71%	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	1,56	0,00	0,00	-	0,00%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,91	0,00	0,00	-	0,00%
33113 Amendes Pêche	8,16	0,00	0,00	-	0,00%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
<b>35 RECETTES DIVERSES</b>	<b>32,64</b>	<b>56,00</b>	<b>377,65</b>	<b>674,34%</b>	<b>53,91%</b>
<b>351 Recettes diverses</b>	<b>32,64</b>	<b>56,00</b>	<b>377,65</b>	<b>674,34%</b>	<b>53,91%</b>
35110 Recettes sur prestations sportives	0,15	0,00	0,00	-	0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	1,60	0,00	1,54		0,22%

35112 Ristournes sur les recettes des jeux	30,88	7,55	8,92	118,13%	1,27%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	367,19	-	52,42%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	48,45	0,00	0,00%	0,00%
<b>Total DNTCP</b>	<b>1 624,16</b>	<b>456,40</b>	<b>700,52</b>	<b>153,49%</b>	<b>100,00%</b>
<b>Total CADASTRE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00	-	0,00%
<b>Total DNTCP yc CADASTRE</b>	<b>1 624,16</b>	<b>457,05</b>	<b>700,52</b>	<b>153,27%</b>	<b>100,00%</b>

(d) : contribution des recettes au total des réalisations

Sources : TDB/DNTCP

## II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2020 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Mise en œuvre du plan de riposte au COVID-19 ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

### II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus à fin juin 2020 se chiffrent à 236,23 Mds en annulation et en ouverture à 586,72 Mds. Cette augmentation des ouvertures par rapport aux annulations de 350,48 Mds s'explique essentiellement par la mise en œuvre du plan de riposte COVID-19 par l'accompagnement de certains secteurs notamment la santé, l'agriculture, l'administration du territoire, les affaires étrangères

Tableau 11: Situation des mouvements de crédits à fin juin 2020 (en milliards de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFI (a)	Modifications			Crédits actuels (e)= (a+d)
			Ouverture (b)	Annulation (c)	Total -(d)= (b-c)	
1	Présidence de la Rep	372,20	0,00	0,00	0,00	372,20
2	Primature	87,76	0,00	2,00	-2,00	85,76
3	Min.de la Défense	2 018,78	16,00	16,00	0,00	2 018,78
4	Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	0,00	21,86	869,25
5	Min. Sécurité.Prot.Ci	358,17	2,00	2,00	0,00	358,17
6	Min.Justice.Gar.Scea	153,34	44,03	25,03	19,00	172,34
7	Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	2,43	0,00	2,43	406,85
8	Ministère du Plan	79,94	0,00	0,00	0,00	79,94
9	Min.Eco.et Finances	180,71	5,92	5,92	0,00	180,71
10	Min. Travail et FP	156,04	0,00	0,00	0,00	156,04
11	Min.de l'Agr	330,14	137,93	1,00	136,93	467,08
12	Min.Pêche & Aquacul	57,20	1,20	1,20	0,00	57,20
13	Min.Géo.Min	72,33	0,00	0,00	0,00	72,33
14	Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	5,00	5,00	0,00	762,96
15	Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	0,00	0,00	107,57
16	Mn.Comm	45,37	0,39	0,39	0,00	45,37
17	Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	0,00	0,00	40,86
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 592,35	68,61	68,61	0,00	1 592,35
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	168,36	0,60	0,00	0,60	168,96
20	Min. Ens.pré.univ	1 985,28	54,20	54,20	0,00	1 985,28

21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	4,88	4,88	0,00	254,95
22	Minist. Information	46,00	0,28	0,28	0,00	46,00
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	0,00	0,00	57,04
24	Assemblée.Nationale	188,78	44,83	0,00	44,83	233,61
25	Cour Suprême	26,39	0,00	0,00	0,00	26,39
26	Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	0,00	0,00	16,01
27	Conseil Eco. Social	22,92	0,00	0,00	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	8,70	3,70	3,70	0,00	8,70
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	0,00	0,00	25,97
30	Sec. Affair.Relig.	66,62	2,82	2,82	0,00	66,62
31	Min.EnvIRON.Eaux.For	218,82	0,00	0,00	0,00	218,82
32	Ministère Transports	84,82	0,00	0,00	0,00	84,82
33	Grande Chancel.	11,40	0,00	0,00	0,00	11,40
34	Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	8,33	8,33	0,00	817,09
35	Grands Projets	122,72	0,00	0,00	0,00	122,72
36	Min.Etat Energie Env	2 526,44	0,00	0,00	0,00	2 526,44
37	Min. Tél. Econ.Num	78,57	0,00	4,00	-4,00	74,57
40	Ministère Elevage	40,15	0,00	0,00	0,00	40,15
41	Min.Industrie et PME	54,07	0,00	0,00	0,00	54,07
43	Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	5,00	5,00	0,00	188,06
46	Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	0,00	0,00	5,67
50	Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	0,00	0,00	3,79
64	Min.du Budget	130,62	4,44	0,98	3,46	134,08
67	Médiateur.Répub	22,56	0,00	0,00	0,00	22,56
69	CENI	323,55	0,00	0,00	0,00	323,55
72	Cours.Const	21,99	0,00	0,00	0,00	21,99
73	Cour des Comptes	52,10	0,00	0,00	0,00	52,10
74	Haute Cour de Justic	1,59	0,00	0,00	0,00	1,59
75	Haut Conseil Collect	2,17	0,00	0,00	0,00	2,17
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	0,00	0,00	6,85
77	Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	0,00	0,00	15,02
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	2,20	2,20	0,00	26,81
79	Ministere charge des hydrocarbures	25,20	0,00	0,00	0,00	25,20
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	0,00	0,00	180,69
98	Autres dépenses de la Presidence de la Republique	230,41	14,33	8,33	6,00	236,41
99	Dépenses Communes	4 163,00	135,73	14,36	121,37	4 284,37
<b>Total</b>		<b>19 888,72</b>	<b>586,72</b>	<b>236,23</b>	<b>350,48</b>	<b>20 239,20</b>

Sources : DNB/DNSI

## II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 30 juin 2020 se chiffre à 8 586,74 Mds contre un objectif semestriel de 4 532,80 Mds soit un taux d'exécution de 189,44%.

Comparée aux prévisions de la Loi de Finances 2020 de 26 730,72 Mds, l'exécution des dépenses y compris FINEX s'est située 32,12%.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 7 027,65 Mds contre l'objectif de la période de 4 532,80 Mds, soit 155,04%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 6 859,03 Mds (97,60%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 168,62 Mds soit 2,40%.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 9 655,54 Mds, soit 72,78 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 9 747,43 Mds.

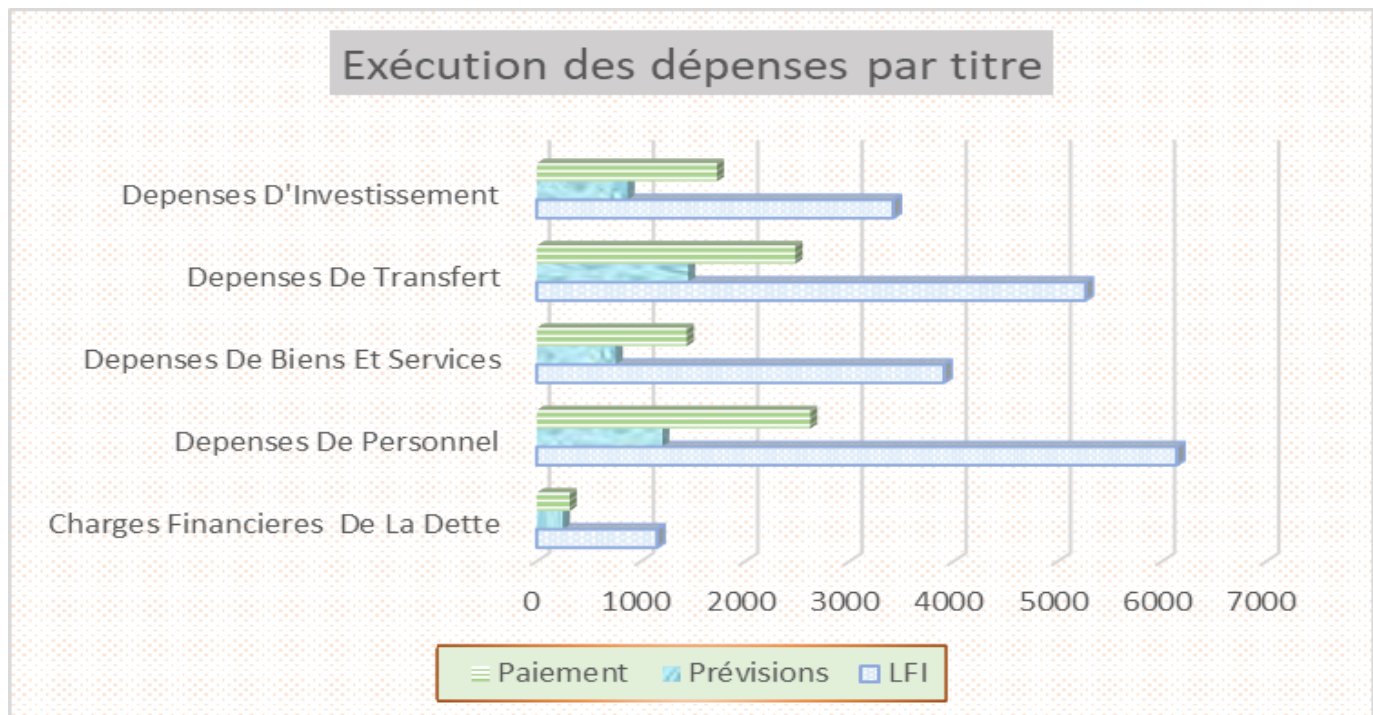
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre

**Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX**

Libellés	LFI (x)	Modifica tions (a)	Crédits Actuels (b)	Plan d'Engagement ©	Engagements		Paielements	
					Juin (d)	Taux (e)=(d/c)	Juin (f)	Taux (g)=(f/c)
Charges Financieres De La Dette	1 154,00	0,00	1 154,00	250,00	315,16	126,06%	315,16	126,06%
Depenses De Personnel	6 141,70	0,00	6 141,70	1204,34	3 176,52	263,76%	2 624,31	217,90%
Depenses De Biens Et Services	3 908,01	139,96	4 047,97	756,82	2 431,84	321,32%	1 438,82	190,11%
Depenses De Transfert	5 264,38	66,69	5 331,07	1452,12	3 023,26	208,20%	2 480,74	170,84%
Depenses D'Investissement	3 420,60	143,83	3 564,43	869,52	708,77	81,51%	168,62	19,39%
<b>TOTAL</b>	<b>19 888,69</b>	<b>350,48</b>	<b>20 239,2</b>	<b>4 532,80</b>	<b>9 655,54</b>	<b>213,02%</b>	<b>7 027,65</b>	<b>155,04%</b>

Sources : DNB/DNSI

**Graphique 3:** Analyse globale des dépenses



La Guinée à l’instar des autres pays du monde reste confronter à la pandémie du COVID-19 dont le premier cas de coronavirus est apparu dans notre pays le 16 mars 2020. Le Gouvernement et la population guinéenne dès cette apparition se sont investis dans un plan de riposte pour endiguer cette pandémie.

Les premières mesures d’urgence ont été prises, suivies de la déclaration de l’état d’urgence le 26 mars 2020 et accompagnée de nouvelles mesures sanitaires.

Ces mesures ont été amendées le 14 avril 2020, avec notamment la fermeture des écoles, des universités, des lieux de loisirs et de culte sur l’ensemble du territoire national.

Le port du masque a été rendu obligatoire. C’est dans ce cadre que le Gouvernement a fait confectionner deux millions de masques réutilisables produits par la Guinée et dont la distribution fut gratuite.

Au 30 juin sur 36 611 personnes testées, nous dénombrons 5 391 cas positifs soit 14,72 % dont 4 326 guéris et déplorons le décès de 33 patients.

La politique actuelle mise en place par le Gouvernement est de procéder à un dépistage massif, afin d’isoler tous les cas positifs éventuels et en même temps éviter qu’ils ne contaminent les personnes ayant d’autres maladies graves ainsi que les vieilles personnes et les femmes enceintes.

Ces chiffres confirment que le combat n’est pas encore gagné et que nous devons redoubler d’efforts et de vigilance.

Par la suite, les mesures envisagées et mises en œuvres par le Gouvernement étaient d'ordre sanitaire, social, économique et financier.

## **II -2-1 Mise en œuvre du plan de riposte au COVID-19**

Le plan de riposte est articulé autour des trois (3) composantes essentielles ci-après :

1. la composante sanitaire ;
2. la composante sociale ;
3. la composante appui au secteur privé.

La mise en œuvre a engendré un effort budgétaire sans précédent consenti par le Gouvernement en vue d'éviter que la crise sanitaire ne se transforme en crise économique et sociale. Cet effort de l'Etat est évalué comme suit :

### **1. Composante sanitaire :**

Cette composante vise, d'une part, à soutenir financièrement le dispositif de surveillance et de prise en charge des malades, et d'autre part, à renforcer les infrastructures et le système de santé.

- Consolidation du dispositif de surveillance et de prise en charge des malades..... 31, 51 Mds
- Renforcement des infrastructures et du système de santé..... 12, 25 Mds

Il est important de souligner que dans le cadre de la mise en œuvre de cette sous-composante, des Organisations Non Gouvernementales, le secteur privé national, des entreprises multinationales, des partenaires bilatéraux et des organisations internationales ont apportés des contributions sous formes de dons en nature à hauteur de **114,20 Mds** francs guinéens, ventilé comme suit :

- Donateurs nationaux..... 90,36 Mds
- Donateurs d'institutions internationales.....15,82 Mds
- Donateurs bilatéraux.....4,76 Mds
- ONG internationales et Fondations.....2,48 Mds
- Multinationales.....0,77 Mds

Les dons en espèce répertorient les contributions des acteurs nationaux qui ont participé à l'effort de solidarité nationale. Ces contributions d'un montant de 352,49 Mds, sont déjà prises en compte dans le compte COVID-19.

### **2. Composante Sociale**



La composante sociale de la riposte concerne les interventions de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) et les mesures sociales complémentaires non couvertes par l'ANIES. Cette composante a eu un coût budgétaire de 239,51 Mds de.

- **Le plan d'urgence de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES)** : ce plan d'urgence vise à apporter une réponse d'ampleur à la crise sanitaire liée au COVID-19. Le coût total des activités réalisées à date par l'Agence dans ce sens se chiffre à 9,09 Mds de francs guinéens, ventilé comme suit :

✚ Communications/ Sensibilisations.....	0,54 Mds
✚ Kits sanitaires.....	5,03 Mds
✚ Contingence (5%).....	0,27 Mds
✚ Accès à l'eau.....	2,25 Mds
✚ Accompagnement communautaire.....	1,00 Mds

#### ○ **Mesures sociales complémentaires**

En complément des interventions de l'ANIES, il a paru nécessaire de venir en aide aux populations vulnérables, à travers notamment :

✚ Gratuité des transports publics (bus et train) .....	13 Mds
✚ Prise en charge des factures (avril à juin) des abonnés au tarif social del'électricité.....	126 Mds
✚ Soutien au panier de la ménagère, à travers des allègements fiscaux sur les importations de riz.....	91, 42 Mds

Ces interventions ont coutées au total 230,42 Mds au titre des mesures sociales complementaires.

### **3. Composante appui au secteur privé**

La crise sanitaire frappe de plein fouet les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de l'artisanat et le petit commerce, conséquence des décisions de restriction des mouvements de personnes et de biens liées à la fermeture des frontières. Des mesures destinées à soulager ces secteurs pour préserver ainsi l'emploi et garantir la viabilité des entreprises concernées, ont été prises. Ces mesures sont évaluées du point de vue fiscal et financier. L'Allègement des charges fiscales en faveur des agents économiques a couté 347,80 Mds réparties entre les secteurs d'activités ci-après :

✚ Secteur du tourisme et de l'hôtellerie.....	8 Mds
✚ Secteur du petit commerce.....	6 Mds

✚ Secteur des moyennes entreprises (comm, indust, mines, transit, construct).....	21,8 Mds
✚ Equipes de santé et produits assimilés entrant dans la lutte contre le COVID-19.....	100 Mds
✚ Secteur des Mines.....	200 Mds
✚ Fret et transport maritime.....	12 Mds

#### 4. Autres mesures prises

Cette rubrique concerne l'ensemble des dispositions prises par l'Etat pour financer l'économie dans le but d'assurer une reprise progressive. Cet assouplissement des mécanismes de financement a coûté 97,75 Mds. Les actions entreprises pour le financement rapide de l'économie concernent l'ouverture d'un compte appelé **Fonds de garantie bancaire** à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG). Ce fonds devrait servir à partager le risque avec les acteurs du secteur financier et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement. Sur la base de cette garantie, il servira aux entreprises, de lever des fonds auprès des banques pour financer soit des exportations (anacardes, coton...), soit des importations (produits frais par exemple) ; l'ouverture et l'approvisionnement du compte **Fonds d'Appui aux Groupements d'Intérêt Economique (GIE)** et aux petites et moyennes entreprises, d'un montant de **40 Mds** de francs guinéens à la BCRG. Ce fonds permettra d'apporter des assistances financières remboursables aux GIE et aux entreprises particulièrement touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du COVID 19 ; le remboursement de la dette intérieure audité et validée pour un montant de 4,85 Mds de GNF en faveur de 17 petites et moyennes entreprises (PME) et très petites entreprises (TPE) dont le montant des créances est inférieur à 500 millions de francs guinéens ; le paiement des arriérés en faveur des hôtels et des agences de voyage pour respectivement 27,32 de GNF et 13,58 de GNF. Cela permettrait, en plus des mesures fiscales citées plus haut, de maintenir les emplois dans ce secteur.

#### II -2-2 Analyse des dépenses par titre

##### *Dépenses courantes*

A fin juin 2020, sur un objectif semestriel de 3 663,28 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 6 859,03 Mds, soit un taux d'exécution de 187,24%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à juin de 250 Mds inscrit dans le plan d'engagement, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 315,16 Mds, soit 126,06%. Cette exécution concerne les intérêts aux non résidents pour 71,47 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 243,69 Mds.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 30 juin 2020, un montant de 2 624,31 Mds (217,90%) sur un objectif de 1 204,34 Mds. Cette exécution ne concerne que les salaires et traitements en espèces .

Ce dépassement s'explique essentiellement par le degel global du salaires des enseignants grevistas, le paiement des primes d'incitation des enseignants en situation de classe, le reclassement des agents de la sécurité, le paiement des primes de séparation des députés et des contractuels de la huitième législature.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 2 706,24 Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 30 juin 2020 de 756,82 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 1 438,82 Mds, soit un taux d'exécution de 190,11% .

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Achats de fournitures et biens courant.....21,36 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....107,08 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....123,21 Mds ;
- Fournitures de services.....161,27 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Télécommunications..... 97,57 Mds ;
- Frais de déplacement.....72,12 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation .....11,56 Mds ;
- Entretien .....3,96 Mds
- Dépenses diverses .....840,70 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 2 480,74 Mds sur un objectif à fin juin de 1 452,12 Mds, soit un taux d'exécution de 170,84%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 1 950,52 Mds, soit 78,63 % ;
- Transferts en capital .....8,33 Mds, soit 0,34% ;
- Transferts aux ménages..... 467,26 Mds, soit 18,83% ;
- Autres transferts.....54,63 Mds, soit 2,20%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 2 776,72 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 3 023,26 Mds (2,07% du PIB) dont 1 682,32 Mds représentant les engagements en faveur du Ministère de l'Energie pour la prise en charge des dépenses d'électricité.

- **Titre V : Dépenses d'investissement**

L'exécution à fin juin des dépenses d'investissements publics y c FINEX se chiffre à 1 727,71 Mds contre une prévision de 869,52 Mds, soit un taux d'exécution de 198,70%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 168,62 Mds (9,76%) et en financement extérieur pour 1 559,09 Mds soit (90,24%) dont 105,16 Mds au titre de la coopération avec l'Union Européenne.

Sur un objectif semestriel de 869,52 Mds, les investissements sur ressources propres se situent à 168,62 Mds soit 19,39%. Cette exécution concerne les immobilisations financières pour 73,81 Mds et les immobilisations non financières pour 94,81 Mds.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau ci-après.

**Tableau 13: Exécution des projets FINEX à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS 2019									
PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR									
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR									
Code	Nomenclature	PREVISION FINEX 2020				EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentage
1	<b>DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>406</b> <b>321,5</b>	<b>251</b> <b>319,4</b>	<b>657</b> <b>640,9</b>	<b>9,61%</b>	<b>101</b> <b>225,60</b>	<b>83</b> <b>392,80</b>	<b>184</b> <b>618,40</b>	<b>28,10%</b>
11	Agriculture	347 406,5	175 687,1	523 093,6	7,65%	100 597,80	58 554,50	159 152,30	30,40%
12	Élevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,12%	0,0	0,0	0,0	0,00%
13	Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,76%	0,0	24 838,3	24 838,3	47,90%
14	Forêt /Hydraulique Villageoise	55 915,0	18 802,3	74 717,3	1,09%	627,80	0,0	627,80	0,80%
2	<b>MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE</b>	<b>3 040</b> <b>566,8</b>	<b>333</b> <b>469,6</b>	<b>3 374</b> <b>036,4</b>	<b>49,31%</b>	<b>469</b> <b>943,20</b>	<b>43</b> <b>396,70</b>	<b>513</b> <b>339,90</b>	<b>15,20%</b>
21	Mines -Géologie-Environnement	0,0	55 454,6	55 454,6	0,81%	36 485,00	0,0	36 485,00	65,80%
22	Industrie-PME-Commerce-Artisanat	69 356,8	17 800,0	87 156,8	1,27%	9 669,30	11 364,60	21 033,9	24,10%
23	Eau Urbaine	77 047,0	0,0	77 047,0	1,13%	25 739,10	19 871,60	45 610,70	59,20%
24	Energie	2 784 135,0	260 215,0	3 044 350,0	44,49%	398 049,80	12 160,50	410 210,30	13,50%
25	Hydraulique	110	0,0	110	1,61%	0,0	0,0	0,0	0,00%

		028,0		028,0					
26	Hotellerie-Tourisme			0,0	0,00%			0,00	0,00%
3	<b>INFRASTRUCTURES</b>	<b>1 765 653,4</b>	<b>348 426,0</b>	<b>2 114 079,4</b>	<b>30,90%</b>	<b>379 773,30</b>	<b>0,0</b>	<b>379 773,30</b>	<b>18,00%</b>
31	Urbanisme-Habitat	28 882,4	51 726,0	80 608,4	1,18%	27 175,60	0,0	27 175,60	33,70%
32	Travaux Publics	1 706 771,0	269 700,0	1 976 471,0	28,89%	352 597,70	0,0	352 597,70	17,80%
33	Transport/Météo	30000	27000	57 000,0	0,83%	0,00	0,00	0,0	0,00%
34	Télécom/Postes	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
4	<b>SOCIAL</b>	<b>178 073,7</b>	<b>164 575,7</b>	<b>342 649,4</b>	<b>5,01%</b>	<b>146 476,30</b>	<b>146 992,10</b>	<b>293 468,40</b>	<b>85,60%</b>
41	Santé	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
41	Santé Publiques	84 770,9	97 450,0	182 220,9	2,66%	144 652,10	146 992,10	291 644,20	160,00%
41	Affaires Sociales	0,0	29 411,4	29 411,4	0,43%	0,0	0,0	0,0	0,00%
42	Education	21 714,0	18 214,0	39 928,0	0,58%	912,10	0,0	912,10	2,30%
42	Enseignement Pré-Universitaire	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,0	0,0	0,0	0,00%
42	Enseignement Sup/Recherche Scientifi	71588,8	71 0	588,8	1,05%			0,0	0,00%
42	Eenseignement Technique/ Formation Profession	0,0	3 500,0	3 500,0	0,05%	912,10	0,0	912,10	1,20%
43	Jeunesse et Sports		16 000,3	16 000,3	0,23%	0,0	11 247,70	11 247,70	70,30%
5	<b>ADMINISTRATION/DECENTRALISATION</b>	<b>268 888,7</b>	<b>84 756,0</b>	<b>353 644,7</b>	<b>5,17%</b>	<b>7 253,00</b>	<b>65 153,20</b>	<b>72 406,20</b>	<b>20,50%</b>
51	Admistration Générale	191 384,5	59 756,0	251 140,5	3,67%	3 478,70	23 069,10	26 547,80	10,60%
52	Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	25 000,0	102 504,2	1,50%	7 548,60	84 168,20	91 716,80	44,70%
	<b>TOTAL HORS TAXES</b>	<b>5 659 504,1</b>	<b>1 182 546,7</b>	<b>6 842 050,8</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 103 759,30</b>	<b>350 182,40</b>	<b>1 453 941,70</b>	<b>21,30%</b>

Source : DNIP

Au 30 juin 2020, le niveau d'exécution du financement extérieur s'est établi à 1 453,93 Mds à raison de 1 103,76 Mds au titre de prêts et 350,18 Mds en dons. Ces données ne sont pas exhaustives car elles concernent uniquement la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

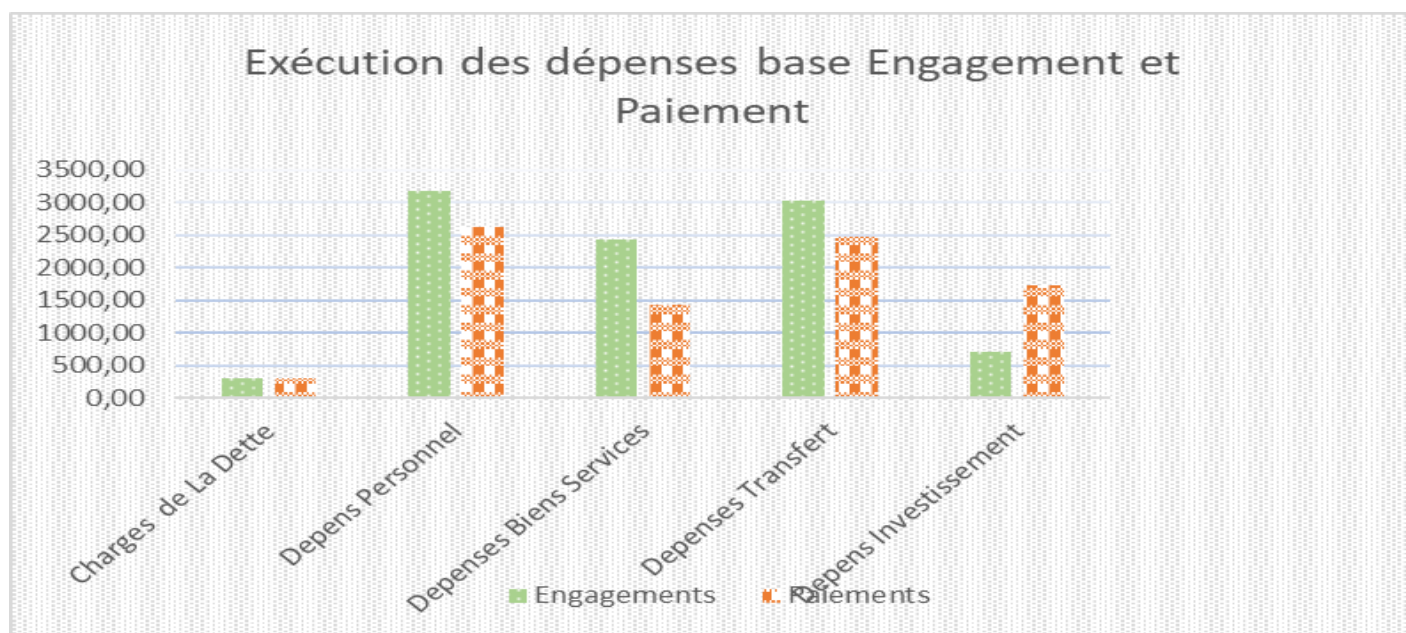
Il a été exécuté au 30 juin 2020, un montant de 9 262 058 Euros soit 105,16 Mds GNF au fixing de la BCRG au 30 juin ; 1 Euro = 11 353,52 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 14: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au juin 2020 (en Mds de GNF)**

<b>Instrument</b>	<b>Intitulés</b>	<b>Paiements</b>
<b>10ème FED</b>	Programme d'appui complémentaire aux élections (PACE)	0,00
	Projet d'Appui au Secteur des Transports (PAST)	14,09
	Facilité de coopération technique II (TCF)	0,00
	Appui au Service Public de l'Eau - Initiative OMD (SNAPE)	2,79
	Projet d'Appui à la Santé en Guinée (PASA)	12,17
	Programme d'appui à la société civile en République de Guinée (PASOC)	0,00
	Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration (PASDD)	0,26
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 1 (PARSS-1)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 2 (PARSS-2)	0,06
	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP)	1,90
	Programme d'appui à la réforme du secteur de la justice en République de Guinée (PARJU)	4,64
<b>Sous Total 10e FED</b>		<b>35,91</b>
<b>PIN 11ème FED</b>	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération (PAMOC)	3,68
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (SBC/appui budgétaire)	3,17
	Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques (PEID)	1,59
	Programme d'appui au secteur santé en Guinée (PASA-2)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité en Guinée (PARSS 3)	0,00
	Programme de Développement Urbain et Assainissement en Guinée (SANITA)	0,00
	Appui au secteur des transports - (TRANSIT)	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II	13,62
	Deuxième phase du volet Assainissement Urbain - SANITA II	0,00
	Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Cooperation II (PAMOC II)	0,00
	Projet d'appui à l'émergence de l'économie créative en Guinée (via la digitalisation)	0,00
<b>Sous Total PIN 11e FED</b>		<b>22,07</b>
<b>PIR 11ème FED</b>	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Programme d'Appui pour la Préservation des écosystèmes Forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFor)	0,00
	Programme d'appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
<b>Sous Total PIR 11e FED</b>		<b>0,00</b>
<b>Sous Total 11e FED</b>		<b>22,07</b>
	<b>Total Fonds Européen de Développement</b>	<b>57,98</b>
<b>Plan d'Investissement Extérieur de l'UE</b>	Projet de réhabilitation de la route Coyah-Forecariah-Farmoreah	0,00
	Projet d'interconnexion en 225 KV des réseaux électriques de la Guinée et du Mali	0,00
	Projet de construction et de bitumage de la route Boké (Guinée)-Québo (Guinée Bissau)	0,00

<b>Total Plan d'Investissement Exterieur de l'UE</b>		<b>0,00</b>
<b>Fonds Fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière (FFU)</b>	Migration - INTEGRA - Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée - Volet OIM	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet ENABEL	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet CCI	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet GIZ	0,00
	Migration – INTEGRA – Communications - Visibilités - Evaluation - Audit - Imprévus	0,24
<b>Total Fonds Fiduciaire d'urgence</b>		<b>0,24</b>
<b>Budget UE / Lignes thematiques</b>	FOOD - Sécurité Alimentaire, Résilience et Agro-écologie en Guinée (SARA Guinée) - GRET	0,00
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales - Guinée 44-UP-TRIAS	1,36
	EIDHR - Assistance aux victimes de violations graves des droits de l'homme	0,00
	EIDHR - Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative - AID ACTION ASSOCIATION	0,00
	CSO-LA - Renforcement des OSC pour la création d'emplois durables en Guinée	0,00
	ICSP - Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique	0,00
	ICSP - Mesure d'aide exceptionnelle en faveur de la Guinée "Programme d'appui à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre l'impunité en Guinée"	0,00
	CSO-LA - Civil Society Organisations as actors of Governance and Development Work in the Field	22,20
	CBSS 2018 - Country-based calls for proposals for the defence of human rights and democracy	0,00
	EIDHR - Support to local civil society action through Country-Based Support Scheme (CBSS)	0,80
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales (TDH + Plan International)	22,59
<b>Total Lignes Budgétaires Thématiques</b>		<b>46,94</b>
<b>Grand Total</b>		<b>105,16</b>

Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement



### II-2-3 Situation des instances de paiement au 30 juin 2020

Le total des instances de paiement constituées au deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2020 se chiffre à 1 555,85 Mds GNF dont 32,35 Mds GNF pris en charge par les comptes publics et 1 523,50 Mds non pris en charge. Les instances prises en charge concernent 23,48 Mds GNF de dépenses de biens et services, 2,60 Mds GNF de dépenses de transfert et 0,27 Md GNF de dépenses d'investissement.

Le stock des paiements au titre de la réduction d'arriérés sur exercices antérieurs est de 1 588,36 Mds GNF au 30 juin 2020.

### II.2.4 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 438,55 Mds dont 189,89 Mds pour l'intérieur et 248,66 Mds pour l'extérieur (ambassades et missions diplomatiques et consulaires) (Cf. tableaux 15 et 16).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

**Tableau 15: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)**



CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
04	Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	355	439,75	11,93	11,93	0,00
05	Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	0,65	0,00	0,00	0,00
06	Ministere De La Justice	2	13,04	5,97	5,97	5,97
09	Ministere De L'Economie Et Des Finances	76	1,84	0,00	0,00	0,00
11	Ministere De L'Agriculture	16	313,83	181,12	41,79	38,12
12	Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	3	2,85	1,50	0,09	0,00
13	Ministere Des Mines Et De La Geologie	3	5,65	0,00	0,00	0,00
14	Ministere Des Travaux Publics	25	482,46	159,63	159,63	21,95
15	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	43	7,79	3,51	0,00	0,00
17	Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	8,02	2,09	2,09	0,00
18	Ministere De La Sante	82	462,42	134,94	133,14	50,88
19	Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	1	1,06	0,00	0,00	0,00
20	Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	44	109,96	46,69	46,69	0,00
21	Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	4	21,25	7,56	7,56	0,00
22	Ministere De La Communication	1	5,50	0,00	0,00	0,00
23	Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	2	1,58	0,00	0,00	0,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	4	1,59	0,00	0,00	0,00
31	Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	24	47,63	29,58	18,69	2,86
32	Ministere Des Transports	1	20,00	0,00	0,00	0,00
34	Ministere De L'Enseignement Superieur Et De La Recherche Scientifique	28	288,79	76,41	76,41	70,10
36	Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	7	87,00	43,47	4,47	0,00
40	Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	3	11,17	1,44	1,44	0,00
41	Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Prive	3	0,03	0,00	0,00	0,00
43	Ministere De La Culture, Des Sports Et Du Patrimoine Historique	1	5,00	5,00	5,00	0,00
51	Région Administrative De Boké	1	0,57	0,00	0,00	0,00
52	Région Administrative De Faranah	1	0,46	0,00	0,00	0,00
53	Région Administrative De Kankan	1	0,57	0,00	0,00	0,00
54	Région Administrative De Kindia	1	0,57	0,00	0,00	0,00
55	Région Administrative De Labé	1	0,57	0,00	0,00	0,00
56	Région Administrative De Mamou	1	0,34	0,00	0,00	0,00
57	Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,69	0,00	0,00	0,00
64	Ministere Du Budget	7	18,21	0,00	0,00	0,00
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	4	23,50	2,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	2,10	2,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>752</b>	<b>2 386,43</b>	<b>714,84</b>	<b>514,89</b>	<b>189,89</b>

**Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 30 juin 2020 (en milliards de GNF)**

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
3	Ministere de A La Presidence Charge De La Defense Nationale	11	257,93	148,22	142,92	127,81
7	Ministere Des Affaires Etrangeres Et Des Guineens De L'Etranger	47	375,87	171,13	7,56	93,49
10	Ministere De La Fonction Publique, De La Reforme De L'Etat Et De La Modernisation De L'Administration	1	1,51	1,00	1,00	1,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	3	39,60	0,00	0,00	0,00
78	Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	7,40	3,70	3,70	1,85
98	Structures Rattachées PRG	2	35,89	25,40	25,40	24,51
<b>Total</b>		<b>65</b>	<b>718,20</b>	<b>349,45</b>	<b>180,58</b>	<b>248,66</b>

## II.2.5 SITUATION D'EXECUTION DES FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables sans pour autant solliciter une quelconque contribution ou contrepartie de la part des bénéficiaires.

Les crédits inscrits dans la loi de finances 2020 en faveur des filets sociaux se chiffrent à 842,29 Mds de GNF contre 545,80 Mds de GNF en LFR 2019, soit une augmentation de 296,49 Mds de GNF. Cet accroissement est dû d'une part, à une hausse des crédits de la fonction protection sociale pour 232,5 Mds GNF dont 130 Mds GNF des crédits budgétaires destinés à la réalisation des activités de l'agence nationale d'inclusion économique et sociale et 102,5 Mds au compte du ministère de l'action sociale, d'autre part, à la hausse de l'allocation budgétaire de la fonction santé pour 56,7 Mds dont 55,2 Mds GNF pour le ministère de la santé.

A fin juin 2020, il a été exécuté 197,62 Mds soit 24,49% au titre des filets sociaux contre 400,85 Mds engagés (49,68%).

**Tableau 17: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs**

Mois	LFI	Crédits actuels	Engagements		Paielements	
			Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
<b>JANVIER</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>813 271 731 880</b>	<b>2 220 154 337</b>	<b>0,27%</b>	<b>2 220 154 337</b>	<b>0,27%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.3 Depenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	0		0	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>8 400 001 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Depenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	0		0	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Depenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
<b>18 Ministère De La Santé</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.3 Depenses De Biens Et Services	438 852 158 799	438 852 158 799	0		0	
T.4 Depenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	

<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>2 220 154 337</b>		<b>2 220 154 337</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	2 219 670 337		2 219 670 337	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 078 249 612	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	484 000		484 000	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	0		0	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	0		0	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
<b>FEVRIER</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>55 875 931 385</b>	<b>6,63%</b>	<b>13 858 534 260</b>	<b>1,65%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	0		0	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>9 355 146 250</b>		<b>9 355 146 250</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
<b>18 Ministère De La Sante</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>19 130 560 150</b>		<b>0</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	438 852 158 799	19 130 560 150		0	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	
<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>8 584 862 235</b>		<b>4 503 388 010</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	4 502 424 410		4 502 424 410	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 078 249 612	4 081 474 225		0	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	963 600		963 600	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	
<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>901 778 250</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>17 903 584 500</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	17 903 584 500		0	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
<b>MARS</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>784 962 534 305</b>	<b>62 608 295 967</b>	<b>7,98%</b>	<b>38 765 947 342</b>	<b>4,94%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>2 100 000 000</b>		<b>0</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	2 100 000 000		0	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>9 355 146 250</b>		<b>9 355 146 250</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
<b>18 Ministère De La Sante</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>383 750 377 393</b>	<b>19 130 560 150</b>		<b>0</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	19 130 560 150		0	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	0		0	
<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 956 462 918</b>	<b>11 217 226 817</b>		<b>9 507 216 592</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	6 807 166 792		6 807 166 792	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	4 408 610 225		2 698 600 000	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	1 449 800		1 449 800	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	0		0	

<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>901 778 250</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		0	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>19 903 584 500</b>		<b>19 903 584 500</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
<b>AVRIL</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>784 962 534 305</b>	<b>68 332 460 999</b>	<b>8,71%</b>	<b>62 395 336 238</b>	<b>7,95%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>2 100 000 000</b>		<b>0</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	2 100 000 000		0	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>9 355 146 250</b>		<b>9 355 146 250</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	9 355 146 250		9 355 146 250	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	0		0	
<b>18 Ministère De La Santé</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>383 750 377 393</b>	<b>20 544 560 150</b>		<b>19 130 560 150</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	<b>438 852 158 799</b>	<b>380 922 377 393</b>	<b>19 130 560 150</b>		<b>19 130 560 150</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		0	
<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 956 462 918</b>	<b>13 527 391 849</b>		<b>13 104 267 088</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	9 116 856 624		9 116 856 624	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	4 408 610 225		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	1 925 000		1 925 000	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	0		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabétisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>2 000 000 000</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000		0	
<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>901 778 250</b>		<b>901 778 250</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	901 778 250		901 778 250	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>19 903 584 500</b>		<b>19 903 584 500</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	19 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
<b>MAI</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>784 962 534 305</b>	<b>332 358 201 042</b>	<b>42,34%</b>	<b>130 824 279 298</b>	<b>16,67%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>4 200 000 000</b>		<b>2 100 000 000</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		2 100 000 000	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>18 710 292 500</b>		<b>18 710 292 500</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	37 420 584 831	18 710 292 500		18 710 292 500	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>540 250 000</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		0	
<b>18 Ministère De La Santé</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>383 750 377 393</b>	<b>175 492 804 488</b>		<b>19 837 560 150</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	174 078 804 488		19 130 560 150	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		707 000 000	
<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 956 462 918</b>	<b>99 304 963 731</b>		<b>14 257 134 695</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	11 783 693 731		9 269 609 831	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	17 443 957 569		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	9 638 637 000		1 002 039 400	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	60 438 675 431		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabétisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>		<b>2 000 000 000</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>2 402 749 323</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	2 402 749 323		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>1 803 556 500</b>		<b>901 778 250</b>	

T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>23 903 584 500</b>		<b>19 903 584 500</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	23 903 584 500		19 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	
<b>JUIN</b>	<b>842 292 315 711</b>	<b>806 827 197 728</b>	<b>400 852 168 562</b>	<b>49,68%</b>	<b>197 617 019 879</b>	<b>24,49%</b>
<b>02 Primature</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>14 883 245 220</b>	<b>4 200 000 000</b>		<b>4 200 000 000</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	6 483 244 220	6 483 244 220	0		0	
T.4 Dépenses De Transfert	8 400 001 000	8 400 001 000	4 200 000 000		4 200 000 000	
<b>04 Ministère De L'Administration Du Territoire Et De La Décentralisation</b>	<b>37 420 584 831</b>	<b>59 285 248 254</b>	<b>57 588 197 132</b>		<b>18 710 292 500</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services		<b>2 425 711 107</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	37 420 584 831	56 859 537 147	38 149 244 816		18 710 292 500	
<b>05 Ministère De La Sécurité et de la Protection Civile</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>1 080 500 000</b>	<b>540 250 000</b>		<b>540 250 000</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	1 080 500 000	1 080 500 000	540 250 000		540 250 000	
<b>18 Ministère De La Santé</b>	<b>441 680 158 799</b>	<b>383 750 377 393</b>	<b>196 433 465 441</b>		<b>19 837 560 150</b>	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	438 852 158 799	380 922 377 393	195 019 465 441		19 130 560 150	
T.4 Dépenses De Transfert	2 828 000 000	2 828 000 000	1 414 000 000		707 000 000	
<b>19 Ministère De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance</b>	<b>168 356 462 918</b>	<b>168 956 462 918</b>	<b>110 383 114 989</b>		<b>20 787 897 187</b>	
T.2 Dépenses De Personnel	26 694 727 000	26 694 727 000	14 126 279 604		9 424 007 923	
T.3 Dépenses De Biens Et Services	29 078 249 612	29 678 249 612	19 968 155 569		3 985 485 464	
T.4 Dépenses De Transfert	29 518 221 306	29 518 221 306	11 899 092 400		7 378 403 800	
T.5 Dépenses D'Investissement	83 065 265 000	83 065 265 000	64 389 587 416		0	
<b>20 Ministère De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>6 000 000 000</b>		<b>2 000 000 000</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	8 000 000 000	8 000 000 000	6 000 000 000		2 000 000 000	
<b>21 Ministère De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>4 564 250 525</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	4 564 250 525	4 564 250 525	0		0	
<b>23 Ministère De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>3 607 113 418</b>	<b>1 803 556 500</b>		<b>901 778 250</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	3 607 113 418	3 607 113 418	1 803 556 500		901 778 250	
<b>98 Structures Rattachées PRG</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>162 700 000 000</b>	<b>23 903 584 500</b>		<b>21 903 584 500</b>	
T.4 Dépenses De Transfert	32 700 000 000	32 700 000 000	23 903 584 500		21 903 584 500	
T.5 Dépenses D'Investissement	130 000 000 000	130 000 000 000	0		0	

### III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin juin 2020, se chiffre à 297,46 Mds soit 0,20% du PIB contre un objectif plancher de 254,56 Mds, ce qui représente 0,17% du PIB, soit un écart en baisse de 42,09 Mds.

Le solde net de gestion s'est établi à -709,46 Mds contre un repère à fin juin de -2 512,24 dégagant un besoin de financement de -2 121,39 Mds pour la couverture des dépenses publiques.

## IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 612,38 Mds contre des charges de financement de 321,22 Mds.

### IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 3 409,24 Mds contre 3 681,01 Mds. Cette réalisation ne concerne essentiellement que les emprunts pour 3 409,22 Mds.

### IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 1 041,62 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont remboursement emprunts intérieurs 770,81 Mds et 270,81 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 18: Situation des ressources et des charges de financement à fin juin 2020

Code NBE	LIBELLE	LFI 2020	prév juin 2020	réal juin 2020	Taux	Part
3	<b>RESSOURCES DE FINANCEMENT</b>	<b>7 362,0</b>	<b>3 681,01</b>	<b>3 409,24</b>	92,62%	<b>100,00%</b>
30	<b>SOLDE BUDGETAIRE POSITIF</b>		0,00			0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,03		0,00%
32	<b>EMPRUNTS</b>	7 155,0	3 577,50	3 409,22	95,30%	100,00%
321	Emprunts Intérieurs	862,0	431,00	1 326,68	307,81%	38,91%
	<i>dt Banque commerciale</i>	<b>862,0</b>	<b>431,00</b>	<b>1 326,68</b>	307,81%	38,91%
322	Emprunts Extérieurs	6 293,0	3 146,50	2 082,54		61,09%
33	<b>DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		0,00%
34	<b>REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES</b>	<b>207,0</b>	<b>103,51</b>	<b>0,00</b>	0,00%	0,00%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers		0,00			0,00%
345	Autres comptes à recevoir ( Reste à recouvrer)	207,0	103,51	0,00	0,00%	0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
4	<b>CHARGES DE FINANCEMENT</b>	<b>2 337,0</b>	<b>1 168,50</b>	<b>1 041,62</b>	<b>89,14%</b>	<b>100,00%</b>
			0,00			
40	<b>SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF</b>		0,00			
41	<b>REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS</b>	2 337,0	1 168,50	1 041,62	89,14%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	746,00	770,81	103,33%	74,00%
	<i>dt Banque Centrale</i>	<b>287,0</b>	<b>143,50</b>	<b>0,00</b>		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	422,50	270,81	64,10%	26,00%

42	<b>RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>		0,00			0,00%
43	<b>PRETS ACCORDES</b>	0,0	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,00			0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,00			0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises		0,00			0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers		0,00			0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)		0,00			0,00%
439	Autres prêts et avances accordés		0,00			0,00%
			0,00			
	<b>Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	<b>Principaux agrégats et soldes</b>					
	<b>Solde de base</b>	<b>922,30</b>	<b>254,56</b>	<b>297,46</b>	116,85%	32,25%
	<b>Solde de base % PIB</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,20%</b>	116,85%	0,00%
	<b>PIB</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>
	<b>Taux de change USD</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	100,00%	10,002509
	<b>Pression Fiscale hors Dons</b>	<b>13,52%</b>	<b>6,57%</b>	<b>5,65%</b>	<b>85,88%</b>	<b>0,01%</b>

## V-CONCLUSION

L'exécution des recettes à fin juin 2020, base encaissement, présente une tendance favorable en recettes et en dépenses. En effet, les recettes ont connues une exécution se situant à 112,42% sur la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau élevé de 189,44% par rapport à l'objectif à fin juin 2020.

Comparativement à la situation au 30 juin 2019, l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2020 fait globalement apparaître une baisse des recettes de 1 643,68 et une hausse des dépenses toutes natures confondues de 2 357,02 Mds.

Le solde de base à fin juin 2020, se chiffre à 297,46 Mds soit 0,20% du PIB contre un objectif plancher de 254,56 Mds, ce qui représente 0,17% du PIB, soit un écart de 42,9 Mds.

L'exécution sur la période a été caractérisée par un dépassement des objectifs afin de contenir la propagation de la maladie à COVID19 dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du plan d'urgence sanitaire.

Le solde net de gestion s'est établi à -709,46 Mds contre un repère à fin juin de -2 512,24 Mds dégageant un besoin de financement de -2 121,39 Mds pour la couverture des dépenses.

# **ANNEXES**





**TABEAU 19: EXÉCUTION GLOABALE/PHASE DE LA DÉPENSE ET PAR ADMINISTRATION À FIN JUIN 2020 (EN DE MILLIARDS DE GNF)**

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement juin	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					juin	Taux	juin	Taux	juin	Taux	juin	Taux
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	68,69	378,38	550,86%	199,35	290,22%	52,51	76,44%	266,64	388,18%
Primature	87,76	-2,00	85,76	20,47	32,15	157,10%	27,98	136,70%	27,98	136,70%	27,25	133,17%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	393,53	1932,46	491,05%	972,64	247,16%	972,64	247,16%	1013,88	257,64%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	193,11	150,90	78,14%	123,32	63,86%	123,32	63,86%	84,84	43,94%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	57,88	340,52	588,36%	184,24	318,33%	184,24	318,33%	124,52	215,14%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	19,00	172,34	11,47	212,50	1853,34%	125,91	1098,10%	125,82	1097,36%	71,29	621,75%
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	2,43	406,85	76,44	244,09	319,34%	24,94	32,62%	24,94	32,62%	104,41	136,60%
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	12,46	51,98	417,32%	38,71	310,79%	38,64	310,23%	13,84	111,10%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	32,55	202,63	622,57%	111,83	343,59%	111,83	343,59%	74,40	228,58%
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	28,43	65,93	231,90%	40,11	141,07%	40,11	141,07%	23,94	84,20%
Min.de l'Agr	330,14	136,93	467,08	61,91	343,45	554,78%	221,27	357,42%	123,17	198,96%	110,88	179,10%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	9,12	42,28	463,37%	22,16	242,89%	22,16	242,89%	13,41	147,02%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	13,04	52,57	403,03%	30,62	234,74%	30,62	234,74%	18,63	142,82%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	182,09	181,20	99,51%	170,42	93,59%	170,42	93,59%	29,19	16,03%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	17,16	75,79	441,54%	53,18	309,85%	53,18	309,85%	14,35	83,60%
Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	9,91	43,35	437,24%	25,51	257,30%	25,51	257,30%	15,32	154,51%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	6,79	24,63	362,80%	14,39	211,96%	14,30	210,68%	8,00	117,89%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	583,83	675,27	115,66%	467,77	80,12%	454,17	77,79%	267,75	45,86%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	33,75	120,02	355,59%	51,05	151,24%	51,05	151,24%	20,79	61,59%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	402,67	1280,63	318,03%	693,10	172,12%	692,87	172,07%	586,47	145,64%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	53,22	125,56	235,93%	81,77	153,65%	81,77	153,65%	48,88	91,85%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	9,04	38,92	430,51%	23,43	259,12%	23,43	259,12%	13,59	150,26%

Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	10,55	26,40	250,20%	17,89	169,55%	17,89	169,55%	9,82	93,10%
Assemblée.Nationale	188,78	44,83	233,61	42,00	283,75	675,66%	154,93	368,92%	154,93	368,92%	135,29	322,15%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	3,37	46,74	1387,93%	27,64	820,76%	27,64	820,76%	22,60	670,98%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	2,41	7,20	299,29%	6,37	264,93%	6,37	264,93%	6,10	253,70%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	4,82	29,20	605,33%	16,71	346,38%	16,71	346,38%	10,91	226,25%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,34	9,09	2666,11%	4,75	1394,94%	4,75	1394,94%	2,86	838,81%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	25,97	3,27	16,21	496,36%	7,40	226,71%	8,55	261,68%	4,76	145,69%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	7,32	12,03	164,31%	7,81	106,68%	7,81	106,68%	3,22	44,02%
Min.EnvIRON.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	36,69	163,11	444,55%	95,41	260,04%	94,96	258,82%	64,34	175,35%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	19,97	58,65	293,68%	37,77	189,11%	37,77	189,11%	24,85	124,41%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	6,06	215,25%	5,76	204,67%	5,76	204,67%	5,66	201,05%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	170,45	501,06	293,96%	268,88	157,75%	268,88	157,75%	269,19	157,93%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	29,68	12,83	43,24%	12,55	42,29%	12,55	42,29%	4,74	15,95%
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	754,43	1803,68	239,08%	1382,24	183,22%	788,62	104,53%	1408,28	186,67%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	17,44	24,09	138,15%	12,51	71,72%	12,51	71,72%	8,69	49,84%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	7,89	14,53	184,19%	7,87	99,78%	7,87	99,78%	4,02	50,90%
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	6,31	42,77	677,35%	31,03	491,42%	31,03	491,42%	18,31	289,93%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,85	152,05	588,28%	104,94	406,02%	104,94	406,02%	66,46	257,12%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,47	1,19	251,34%	0,80	169,36%	0,80	169,36%	0,00	0,00%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,20	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	26,87	73,42	273,26%	35,23	131,11%	35,23	131,11%	26,67	99,25%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,42	18,00	407,18%	10,25	231,87%	10,25	231,87%	5,82	131,72%
CENI	323,55	0,00	323,55	5,27	123,16	2337,07%	117,78	2235,12%	117,78	2235,12%	115,99	2201,15%
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	1,68	82,05	4879,89%	42,71	2539,95%	42,71	2539,95%	25,49	1515,82%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	8,44	40,91	484,89%	33,46	396,58%	33,46	396,58%	30,97	367,14%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%

Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,62	4,55	281,12%	3,00	185,86%	3,00	185,86%	1,60	98,98%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,94	9,78	1043,32%	6,44	687,07%	6,44	687,07%	2,15	229,54%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	26,81	0,00	26,81	4,02	17,74	441,74%	14,43	359,49%	14,43	359,49%	4,96	123,46%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	3,44	10,25	297,84%	8,19	238,02%	8,19	238,02%	4,42	128,50%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	16,42	87,89	535,31%	71,21	433,71%	71,21	433,71%	50,83	309,61%
Autres dépenses de la présidence de la republique	230,41	6,00	236,41	110,01	44,79	40,71%	42,54	38,67%	42,54	38,67%	38,59	35,08%
Dépenses Communes	4163,00	121,37	4284,37	924,91	2178,53	235,54%	705,72	76,30%	705,72	76,30%	1382,64	149,49%
<b>Total</b>	<b>19 888,72</b>	<b>350,48</b>	<b>20 239,20</b>	<b>4 532,80</b>	<b>12 516,91</b>	<b>276,14%</b>	<b>6 997,94</b>	<b>154,38%</b>	<b>6 146,00</b>	<b>135,59%</b>	<b>6 712,50</b>	<b>148,09%</b>

**Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin juin 2020 (en de milliards de gnf)**

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement juin	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	68,69	0,00	0%	69,63	101,37 %	239,12	348,12 %	0,01	0,01%	0,00	0,00%	308,76	449,49 %
Primature	87,76	-2,00	85,76	20,47	0,00	0%	2,49	12,17%	21,47	104,90 %	4,20	20,52%	1,50	7,33%	29,66	144,93 %
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	393,53	0,00	0%	820,10	208,40 %	106,17	26,98%	152,16	38,67%	33,92	8,62%	1112,35	282,66 %
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	193,11	0,00	0%	27,55	14,27%	42,16	21,83%	40,71	21,08%	12,93	6,70%	123,35	63,87 %
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	57,88	0,00	0%	154,29	266,58 %	24,31	42,00%	5,65	9,75%	1,99	3,44%	186,23	321,78 %
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	19,00	172,34	11,47	0,00	0%	86,68	755,98 %	2,60	22,69%	10,44	91,07%	26,10	227,62%	125,82	1097,36 %
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	2,43	406,85	76,44	0,00	0%	55,35	72,41%	114,17	149,36 %	12,28	16,07%	6,95	9,09%	188,75	246,93 %
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	12,46	0,00	0%	13,24	106,26 %	9,34	74,99%	3,17	25,44%	13,00	104,36%	38,74	311,05 %
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	32,55	0,00	0%	90,00	276,51 %	16,01	49,20%	1,62	4,99%	5,00	15,36%	112,63	346,06 %
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	28,43	0,00	0%	24,70	86,89%	2,38	8,38%	14,14	49,74%	0,00	0,00%	41,23	145,01 %
Min.de l'Agr	330,14	136,93	467,08	61,91	0,00	0%	80,29	129,69 %	145,09	234,37 %	2,89	4,67%	34,89	56,36%	263,16	425,09 %
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	9,12	0,00	0%	18,69	204,85 %	1,24	13,56%	0,82	9,02%	2,84	31,09%	23,59	258,52 %
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	13,04	0,00	0%	21,95	168,29 %	0,73	5,60%	7,94	60,85%	0,00	0,00%	30,62	234,74 %
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	182,09	0,00	0%	10,78	5,92%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	159,63	87,66%	170,42	93,59 %
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	17,16	0,00	0%	17,75	103,39 %	2,30	13,40%	13,59	79,18%	24,41	142,19%	58,04	338,15 %

Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	9,91	0,00	0%	17,84	179,94 %	2,79	28,16%	4,51	45,48%	0,37	3,73%	25,51	257,3 0%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	6,79	0,00	0%	8,16	120,22 %	1,42	20,92%	2,80	41,27%	4,09	60,18%	16,47	242,5 8%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	583,83	0,00	0%	143,92	24,65%	251,62	43,10%	101,04	17,31%	34,78	5,96%	531,35	91,01 %
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	33,75	0,00	0%	14,13	41,85%	19,69	58,33%	11,64	34,48%	60,44	179,07%	105,89	313,7 4%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	402,67	0,00	0%	587,24	145,83 %	94,69	23,52%	9,48	2,35%	1,99	0,49%	693,39	172,2 0%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	53,22	0,00	0%	43,79	82,28%	1,25	2,35%	27,31	51,31%	9,42	17,71%	81,77	153,6 5%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	9,04	0,00	0%	13,86	153,33 %	2,46	27,18%	0,43	4,75%	8,31	91,91%	25,06	277,1 8%
Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	10,55	0,00	0%	8,51	80,64%	1,55	14,70%	6,83	64,75%	1,00	9,46%	17,89	169,5 5%
Assemblée.Nationale	188,78	44,83	233,61	42,00	0,00	0%	93,59	222,85 %	0,00	0,00%	96,57	229,96 %	0,00	0,00%	190,16	452,8 1%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	3,37	0,00	0%	19,10	567,17 %	0,00	0,00%	8,54	253,59 %	0,00	0,00%	27,64	820,7 6%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	2,41	0,00	0%	0,83	34,36%	0,00	0,00%	5,55	230,57 %	0,00	0,00%	6,37	264,9 3%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	4,82	0,00	0%	12,49	258,95 %	0,00	0,00%	4,22	87,43%	0,00	0,00%	16,71	346,3 8%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,34	0,00	0%	4,33	1271,1 7%	0,42	123,62 %	0,00	0,15%	0,00	0,00%	4,75	1394, 94%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	25,97	3,27	0,00		7,57	231,68 %	1,08	32,95%	0,00	0,05%	0,00	0,00%	8,64	264,6 8%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	7,32	0,00	0%	3,52	48,07%	0,08	1,06%	1,66	22,68%	3,25	44,42%	8,51	116,2 4%
Min.Environ.Eaux.For	218,82	0,00	218,82	36,69	0,00	0%	52,14	142,09 %	31,19	85,00%	15,13	41,24%	12,52	34,12%	110,98	302,4 6%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	19,97	0,00	0%	20,08	100,56 %	3,92	19,62%	13,76	68,92%	0,80	4,01%	38,57	193,1 1%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	0,00	0%	0,30	10,58%	0,00	0,00%	5,47	194,08 %	0,00	0,00%	5,76	204,6 7%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	170,45	0,00	0%	169,49	99,44%	23,61	13,85%	132,16	77,53%	6,31	3,70%	331,57	194,5 3%

Grands Projets	122,72	0,00	122,72	29,68	0,00	0%	0,28	0,95%	0,00	0,00%	9,09	30,64%	3,17	10,70%	12,55	42,29 %
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	754,43	0,00	0%	9,61	1,27%	0,72	0,10%	1738,68	230,46 %	45,05	5,97%	1794,07	237,81 %
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	17,44	0,00	0%	11,50	65,97%	0,08	0,46%	1,00	5,75%	0,00	0,00%	12,59	72,18 %
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	7,89	0,00	0%	5,51	69,88%	2,11	26,71%	0,00	0,03%	1,40	17,70%	9,02	114,32 %
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	6,31	0,00	0%	9,04	143,10 %	10,41	164,87 %	5,75	91,11%	8,54	135,18%	33,73	534,26 %
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,85	0,00	0%	28,11	108,76 %	80,49	311,43 %	7,72	29,86%	7,62	29,47%	123,94	479,52 %
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,47	0,00	0%	0,39	81,98%	0,41	87,37%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,80	169,36 %
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,20	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	26,87	0,00	0%	24,38	90,73%	17,54	65,27%	0,01	0,03%	7,12	26,51%	49,04	182,53 %
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,42	0,00	0%	7,75	175,31 %	0,00	0,00%	2,50	56,55%	0,00	0,00%	10,25	231,87 %
CENI	323,55	0,00	323,55	5,27	0,00	0%	5,37	101,94 %	106,39	2018,85 %	6,03	114,33 %	0,00	0,00%	117,78	2235,12 %
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	1,68	0,00	0%	39,34	2339,95 %	0,00	0,00%	3,36	200,00 %	0,00	0,00%	42,71	2539,95 %
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	8,44	0,00	0%	7,45	88,32%	0,00	0,00%	26,01	308,26 %	0,00	0,00%	33,46	396,58 %
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,62	0,00	0%	1,54	95,27%	0,00	0,00%	1,46	90,59%	0,00	0,00%	3,00	185,86 %
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,94	0,00	0%	3,17	338,48 %	3,28	349,26 %	0,00	0,03%	0,16	17,06%	6,61	704,84 %
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	26,81	0,00	26,81	4,02	0,00	0%	2,10	52,31%	7,85	195,42 %	3,70	92,09%	1,99	49,62%	15,64	389,43 %
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	3,44	0,00	0%	1,56	45,29%	6,83	198,54 %	0,00	0,00%	0,30	8,72%	8,69	252,55 %

Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	16,42	0,00	0%	1,10	6,71%	61,69	375,73 %	8,62	52,49%	15,38	93,67%	86,79	528,60%
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	6,00	236,41	110,01	0,00	0%	0,00	0,00%	8,95	8,14%	33,84	30,76%	2,00	1,82%	44,79	40,71%
Dépenses Communes	4163,00	121,37	4284,37	924,91	315,16	34%	303,96	32,86%	962,25	104,04 %	458,76	49,60%	149,60	16,17%	2189,73	236,75%
FINEX	6 842,0															
<b>Total</b>	<b>26 730,7</b>	<b>350,48</b>	<b>20 239,20</b>	<b>4 532,80</b>	<b>315,16</b>	<b>6,95 %</b>	<b>3 176,52</b>	<b>70,08%</b>	<b>2 431,839</b>	<b>53,65%</b>	<b>3 023,26</b>	<b>66,70%</b>	<b>708,765</b>	<b>15,64%</b>	<b>9 655,54</b>	<b>213,02%</b>



**Tableau 21: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin juin 2020 en de milliards de GNF**

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement juin	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	372,20	0,00	372,20	68,69	0,00	0%	69,63	101,37%	239,12	348,12 %	0,01	0,01%	0,00	0,00%	308,76	449,49%
Primature	87,76	-2,00	85,76	20,47	0,00	0%	2,49	12,17%	21,47	104,90 %	4,20	20,52%	1,50	7,33%	29,66	144,93%
Min.de la Défense	2018,78	0,00	2018,78	393,53	0,00	0%	820,10	208,40%	106,17	26,98%	152,16	38,67%	33,92	8,62%	1 112,35	282,66%
Min.Admin.Terr.Dec	847,39	21,86	869,25	193,11	0,00	0%	27,55	14,27%	42,16	21,83%	40,71	21,08%	12,93	6,70%	123,35	63,87%
Min.Sécurité.Prot.Ci	358,17	0,00	358,17	57,88	0,00	0%	154,29	266,58%	24,31	42,00%	5,65	9,75%	1,99	3,44%	186,23	321,78%
Min.Justice.Gar.Scea	153,34	19,00	172,34	11,47	0,00	0%	86,68	755,98%	2,60	22,69%	10,44	91,07%	26,10	227,62 %	125,82	1097,36 %
Min.Aff.Etran.GEtran	404,42	2,43	406,85	76,44	0,00	0%	55,35	72,41%	114,17	149,36 %	12,28	16,07%	6,95	9,09%	188,75	246,93%
Ministère du Plan	79,94	0,00	79,94	12,46	0,00	0%	13,24	106,26%	9,34	74,99%	3,17	25,44%	13,00	104,36 %	38,74	311,05%
Min.Eco.et Finances	180,71	0,00	180,71	32,55	0,00	0%	90,00	276,51%	16,01	49,20%	1,62	4,99%	5,00	15,36%	112,63	346,06%
Min. Travail et FP	156,04	0,00	156,04	28,43	0,00	0%	24,70	86,89%	2,38	8,38%	14,14	49,74%	0,00	0,00%	41,23	145,01%
Min.de l'Agr	330,14	136,93	467,08	61,91	0,00	0%	80,29	129,69%	145,09	234,37 %	2,89	4,67%	34,89	56,36%	263,16	425,09%
Min.Pêche & Aquacul	57,20	0,00	57,20	9,12	0,00	0%	18,69	204,85%	1,24	13,56%	0,82	9,02%	2,84	31,09%	23,59	258,52%
Min.Géo.Min	72,33	0,00	72,33	13,04	0,00	0%	21,95	168,29%	0,73	5,60%	7,94	60,85%	0,00	0,00%	30,62	234,74%
Min.EtatTravaux.Pub.	762,96	0,00	762,96	182,09	0,00	0%	10,78	5,92%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	159,63	87,66%	170,42	93,59%
Min.Urb.Habit. Const	107,57	0,00	107,57	17,16	0,00	0%	17,75	103,39%	2,30	13,40%	13,59	79,18%	24,41	142,19 %	58,04	338,15%
Mn.Comm	45,37	0,00	45,37	9,91	0,00	0%	17,84	179,94%	2,79	28,16%	4,51	45,48%	0,37	3,73%	25,51	257,30%
Min. Hotel. Tourisme	40,86	0,00	40,86	6,79	0,00	0%	8,16	120,22%	1,42	20,92%	2,80	41,27%	4,09	60,18%	16,47	242,58%
Min.Santé.Hy.Publiq	1592,35	0,00	1592,35	583,83	0,00	0%	143,92	24,65%	251,62	43,10%	101,04	17,31%	34,78	5,96%	531,35	91,01%

Min.Aff.Soc,P.F.& E.	168,36	0,60	168,96	33,75	0,00	0%	14,13	41,85%	19,69	58,33%	11,64	34,48%	60,44	179,07%	105,89	313,74%
Min. Ens.pré.univ	1985,28	0,00	1985,28	402,67	0,00	0%	587,24	145,83%	94,69	23,52%	9,48	2,35%	1,99	0,49%	693,39	172,20%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	254,95	0,00	254,95	53,22	0,00	0%	43,79	82,28%	1,25	2,35%	27,31	51,31%	9,42	17,71%	81,77	153,65%
Minist. Information	46,00	0,00	46,00	9,04	0,00	0%	13,86	153,33%	2,46	27,18%	0,43	4,75%	8,31	91,91%	25,06	277,18%
Min. Jeun.Emploi Jeu	57,04	0,00	57,04	10,55	0,00	0%	8,51	80,64%	1,55	14,70%	6,83	64,75%	1,00	9,46%	17,89	169,55%
Assemblée.Nationale	188,78	44,83	233,61	42,00	0,00	0%	93,59	222,85%	0,00	0,00%	96,57	229,96%	0,00	0,00%	190,16	452,81%
Cour Suprême	26,39	0,00	26,39	3,37	0,00	0%	19,10	567,17%	0,00	0,00%	8,54	253,59%	0,00	0,00%	27,64	820,76%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	2,41	0,00	0%	0,83	34,36%	0,00	0,00%	5,55	230,57%	0,00	0,00%	6,37	264,93%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	4,82	0,00	0%	12,49	258,95%	0,00	0,00%	4,22	87,43%	0,00	0,00%	16,71	346,38%
Secr. Gal Gouv	8,70	0,00	8,70	0,34	0,00	0%	4,33	1271,17%	0,42	123,62%	0,00	0,15%	0,00	0,00%	4,75	1394,94%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	25,97	0,00	25,97	3,27	0,00		7,57	231,68%	1,08	32,95%	0,00	0,05%	0,00	0,00%	8,64	264,68%
Sec. Affair.Relig.	66,62	0,00	66,62	7,32	0,00	0%	3,52	48,07%	0,08	1,06%	1,66	22,68%	3,25	44,42%	8,51	116,24%
Min.Environ.Eaux.Fo r	218,82	0,00	218,82	36,69	0,00	0%	52,14	142,09%	31,19	85,00%	15,13	41,24%	12,52	34,12%	110,98	302,46%
Ministère Transports	84,82	0,00	84,82	19,97	0,00	0%	20,08	100,56%	3,92	19,62%	13,76	68,92%	0,80	4,01%	38,57	193,11%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	2,82	0,00	0%	0,30	10,58%	0,00	0,00%	5,47	194,08%	0,00	0,00%	5,76	204,67%
Min. Ens.Sup.Rec.	817,09	0,00	817,09	170,45	0,00	0%	169,49	99,44%	23,61	13,85%	132,16	77,53%	6,31	3,70%	331,57	194,53%
Grands Projets	122,72	0,00	122,72	29,68	0,00	0%	0,28	0,95%	0,00	0,00%	9,09	30,64%	3,17	10,70%	12,55	42,29%
Min.Etat Energie Env	2526,44	0,00	2526,44	754,43	0,00	0%	9,61	1,27%	0,72	0,10%	1738,68	230,46%	45,05	5,97%	1 794,07	237,81%
Min. Tél. Econ.Num	78,57	-4,00	74,57	17,44	0,00	0%	11,50	65,97%	0,08	0,46%	1,00	5,75%	0,00	0,00%	12,59	72,18%
Ministère Elevage	40,15	0,00	40,15	7,89	0,00	0%	5,51	69,88%	2,11	26,71%	0,00	0,03%	1,40	17,70%	9,02	114,32%
Min.Industrie et PME	54,07	0,00	54,07	6,31	0,00	0%	9,04	143,10%	10,41	164,87%	5,75	91,11%	8,54	135,18%	33,73	534,26%
Min.Cultu.Arts.Patri	188,06	0,00	188,06	25,85	0,00	0%	28,11	108,76%	80,49	311,43%	7,72	29,86%	7,62	29,47%	123,94	479,52%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	0,47	0,00	0%	0,39	81,98%	0,41	87,37%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,80	169,36%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	0,20	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%

Min.du Budget	130,62	3,46	134,08	26,87	0,00	0%	24,38	90,73%	17,54	65,27%	0,01	0,03%	7,12	26,51%	49,04	182,53%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	4,42	0,00	0%	7,75	175,31%	0,00	0,00%	2,50	56,55%	0,00	0,00%	10,25	231,87%
CENI	323,55	0,00	323,55	5,27	0,00	0%	5,37	101,94%	106,39	2018,85 %	6,03	114,33%	0,00	0,00%	117,78	2235,12 %
Cours.Const	21,99	0,00	21,99	1,68	0,00	0%	39,34	2339,95%	0,00	0,00%	3,36	200,00%	0,00	0,00%	42,71	2539,95 %
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	8,44	0,00	0%	7,45	88,32%	0,00	0,00%	26,01	308,26%	0,00	0,00%	33,46	396,58%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	0,40	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	0,54	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	1,62	0,00	0%	1,54	95,27%	0,00	0,00%	1,46	90,59%	0,00	0,00%	3,00	185,86%
Min.UniteNat.Citoy	15,02	0,00	15,02	0,94	0,00	0%	3,17	338,48%	3,28	349,26 %	0,00	0,03%	0,16	17,06%	6,61	704,84%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public- privé	26,81	0,00	26,81	4,02	0,00	0%	2,10	52,31%	7,85	195,42 %	3,70	92,09%	1,99	49,62%	15,64	389,43%
Ministere charge des hydrocarbure	25,20	0,00	25,20	3,44	0,00	0%	1,56	45,29%	6,83	198,54 %	0,00	0,00%	0,30	8,72%	8,69	252,55%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	180,69	0,00	180,69	16,42	0,00	0%	1,10	6,71%	61,69	375,73 %	8,62	52,49%	15,38	93,67%	86,79	528,60%
Autres dépenses de la présidence de la république	230,41	6,00	236,41	110,01	0,00	0%	0,00	0,00%	8,95	8,14%	33,84	30,76%	2,00	1,82%	44,79	40,71%
Dépenses Communes	4163,00	121,37	4284,37	924,91	315,16	34%	303,96	32,86%	962,25	104,04 %	458,76	49,60%	149,60	16,17%	2 189,73	236,75%
<b>FINEX</b>	6 842,0															
<b>Total</b>	<b>26 730,7</b>	<b>350,48</b>	<b>20 239,20</b>	<b>4 532,80</b>	<b>315,16</b>	<b>6,95%</b>	<b>3 176,52</b>	<b>70,08%</b>	<b>2 431,839</b>	<b>53,65%</b>	<b>3 023,26</b>	<b>66,70%</b>	<b>708,76 5</b>	<b>15,64 %</b>	<b>9 655,54</b>	<b>213,02%</b>



**Tableau 22: Ventilation du budget en fonction des piliers du pndes à fin juin 2020 (en milliards de GNF)**

<b>Piliers</b>	<b>LFI 2020 (1)</b>	<b>Plan d'Engagement juine(2)</b>	<b>Engagements jan-juin (3)</b>	<b>Paiements jan-juin (4)</b>	<b>Taux d'exécution (5=3/2)</b>
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	10 346,40	2 113,48	5 046,81	1 868,70	238,79%
FINEX	<b>353,64</b>	265,23	0	36,0879	0
Transformation économique durable et inclusive	4 212,35	1 105,64	2 491,08	451,79	225,31%
FINEX	<b>5 773,54</b>	4330,15	0,00	649,72	0
Développement inclusif du capital humain	5 109,13	1 289,36	1 910,86	526,89	148,20%
FINEX	<b>342,65</b>	256,99		37,7575	
Gestion durable du capital naturel	220,84	24,31	206,79	7,23	850,66%
FINEX	<b>372,17</b>	279,13	0	47,82	
<b>Total</b>	<b>19 888,72</b>	<b>4 532,80</b>	<b>9 655,54</b>	<b>2 854,62</b>	<b>213,02%</b>
<b>Total FINEX</b>	<b>6 842,00</b>	<b>5 131,50</b>	<b>0,00</b>	<b>771,38</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total général</b>	<b>26 730,72</b>	<b>9 664,30</b>	<b>9 655,54</b>	<b>3 626,00</b>	<b>99,91%</b>

**Tableau 23: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts ( collectivités) en de milliards de GNF**

collectivités	Crédit		Exécution fin juin 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Kaloum	1	0,07	0,00	0	0,00%
Dixinn	1	0,07	0,00	0	0,00%
Matam	1	0,07	0,00	0	0,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Matoto	2	0,10	0,00	0	0,00%
Boke	10	0,29	0,00	0	0,00%
Boffa	8	0,23	0,00	0	0,00%
Fria	4	0,13	0,00	0	0,00%
Gaoual	8	0,23	0,00	0	0,00%
Koundara	7	0,21	0,00	0	0,00%
Faranah	12	0,34	0,00	0	0,00%
Dabola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Dinguiraye	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kissidougou	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kankan	13	0,37	0,00	0	0,00%
Kerouane	8	0,23	0,00	0	0,00%
Kouroussa	12	0,33	0,00	0	0,00%
Mandiana	12	0,33	0,00	0	0,00%
Siguiri	13	0,36	0,00	0	0,00%
Kindia	10	0,29	0,00	0	0,00%
Coyah	4	0,13	0,00	0	0,00%
Dubreka	7	0,21	0,00	0	0,00%
Forecariah	10	0,28	0,00	0	0,00%
Telemele	14	0,39	0,00	0	0,00%
Labe	14	0,40	0,00	0	0,00%
Koubia	6	0,18	0,00	0	0,00%
Lelouma	11	0,31	0,00	0	0,00%
Mali	13	0,36	0,00	0	0,00%
Tougue	10	0,28	0,00	0	0,00%
Mamou	15	0,42	0,00	0	0,00%
Dalaba	10	0,28	0,00	0	0,00%
Pita	12	0,33	0,00	0	0,00%
N'Zerekore	11	0,32	0,00	0	0,00%
Beyla	14	0,39	0,00	0	0,00%
Gueckedou	10	0,28	0,00	0	0,00%
Lola	9	0,26	0,00	0	0,00%
Macenta	15	0,41	0,00	0	0,00%
Yomou	7	0,21	0,00	0	0,00%
<b>Total general</b>	<b>344</b>	<b>9,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>

**Tableau 24: Etat d'exécution des subventions et transferts hors collectivités en milliards de GNF**

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin juin 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,02	0,01	1	41,27%
Primature	2	8,56	4,20	2	49,04%
Ministère de la Défense Nationale	5	261,90	152,16	4	58,10%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	11	64,54	40,71	7	63,08%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	6,85	5,65	6	82,42%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	8	24,31	10,44	7	42,95%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	1	55,00	12,28	1	22,33%
Ministère du Plan	6	7,50	3,17	6	42,20%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,98	1,59	2	53,36%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	27,79	14,14	10	50,89%
Ministère de l'Agriculture	7	9,05	2,89	6	31,96%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	5,24	0,82	5	15,71%
Ministère Mines, Géologie	6	9,96	7,94	5	79,70%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,00	2	19,99%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	5	27,19	13,59	5	49,99%
Ministère du Commerce	4	6,05	4,51	4	74,52%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	5,60	2,80	1	50,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	167	202,00	101,00	167	50,00%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	12	29,52	11,64	11	39,43%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	7	16,48	9,48	5	57,54%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	13	56,60	27,31	6	48,25%
Ministère de l'Information	5	1,83	0,43	3	23,49%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	13,66	6,83	7	50,02%
Assemblée.Nationale	2	132,72	96,57	1	72,77%
Cour Suprême de l'Etat	1	17,08	8,54	1	50,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,42	5,55	1	38,46%
Conseil Economique et Social	1	11,92	4,22	1	35,40%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,00	0	0,00%

Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	9	42,92	1,66	6	3,87%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	9	16,40	15,13	5	92,27%
Ministère des Transports	8	24,18	13,76	3	56,88%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	10,93	5,47	3	50,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	137	486,43	132,16	129	27,17%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	22,19	9,09	1	40,99%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	4	2402,00	1738,68	3	72,38%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	2	4,07	1,00	2	24,61%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère industries et des PME	5	11,51	5,75	5	50,00%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	8	13,46	7,72	8	57,34%
Ministère du Budget	3	0,79	0,01	2	1,07%
Médiateur de la République	1	5,00	2,50	1	50,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	12,05	6,03	1	50,00%
Cours Constitutionnelle	1	15,61	3,36	1	21,55%
Cour des Comptes	1	37,11	26,01	1	70,08%
Haute Cour de Justice	1	1,59	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,17	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,93	1,46	1	50,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	7,40	3,70	1	50,00%
Ministère des hydrocarbures	1	0,50	0,00	0	
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	5	95,37	8,62	4	9,04%
Autres dépenses de la presidence de la republique	13	80,06	33,84	10	
Dépenses communes	12	999,89	458,76	3	45,88%
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>5 313,38</b>	<b>3 023,16</b>	<b>467</b>	<b>56,90%</b>



Tableau 25: Situation résumée des opérations budgétaires de l'état (en milliards de GNF)

Code NBE	LIBELLE	LFI 2020	prév juin 2020	réal juin 2020	Taux	Part
1	<b>RECETTES</b>	<b>21 706,2</b>	<b>10 853,12</b>	<b>9 037,97</b>	<b>83,28%</b>	<b>100,00%</b>
11	<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>19 187,1</b>	<b>9 593,56</b>	<b>8 239,27</b>	<b>85,88%</b>	<b>91,16%</b>
	<i>dt Recette Minière</i>	<b>3 068,0</b>	<b>1 534,00</b>	<b>425,11</b>	<b>27,71%</b>	4,70%
	<i>dt Recette Pétrolière</i>		<b>0,00</b>			0,00%
	<i>dt TSPP</i>		<b>0,00</b>			0,00%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	4 396,0	2 197,99	1 814,63	82,56%	20,08%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	352,0	176,01	149,98	85,21%	1,66%
113	Impôts sur ne patrimoine	93,3	46,64	14,15	30,33%	0,16%
114	Impôts sur les biens et services	9 952,2	4 976,09	4 203,50	84,47%	46,51%
	<b>dt RER</b>	<b>302,3</b>	151,15	151,43	100,18%	1,68%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 073,5	<b>2 036,74</b>	<b>1 898,95</b>	93,23%	<b>21,01%</b>
116	Autres recettes fiscales .	81,5	40,73	10,73	26,35%	0,12%
12	<b>DONS, LEGS ET FOND DE CONCOURS</b>	1 410,0	705,00	353,89		3,92%
13	<b>AUTRES RECETTES</b>	567,7	283,85	444,81	156,71%	4,92%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	<b>541,4</b>	270,71	147,33	54,43%	1,63%
	BAS FODECON	<b>200,9</b>	100,44			
	BAS RSU	<b>37,8</b>	18,91			
2	<b>DEPENSES</b>	<b>26 730,7</b>	<b>13 365,36</b>	<b>9 747,43</b>	72,93%	<b>100,00%</b>
21	Charges financières de la dette	1 154,0	577,00	315,16	54,62%	<b>3,23%</b>
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	<b>849,0</b>	<b>424,50</b>	<b>243,69</b>	57,41%	2,50%
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	<b>305,0</b>	<b>152,50</b>	<b>71,47</b>	46,86%	0,73%
22	Dépenses de personnel	6 141,7	3 070,87	2 706,24	88,13%	27,76%
23	Dépenses de Biens et services	3 908,0	1 954,00	2 390,05	122,32%	24,52%
	<b>dt RER</b>	<b>302,3</b>	<b>151,15</b>	<b>151,43</b>	100,18%	1,55%
24	Dépenses de transfert	5 264,4	2 632,19	2 776,72	105,49%	28,49%
	<b>dt EDG</b>	<b>2 401,0</b>	<b>1 200,50</b>	<b>1 682,32</b>	140,13%	17,26%
<b>SNG</b>	<b>Solde net de gestion (1-2)</b>	<b>-5 024,5</b>	<b>-2 512,24</b>	<b>-709,46</b>	<b>28,24%</b>	<b>-7,28%</b>
	<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:</b>					
25	<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>9 482,5</b>	<b>4 741,25</b>	<b>2 019,44</b>	<b>42,59%</b>	<b>20,72%</b>
251	<b>IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES</b>	9 356,5	4 678,25	1 338,11	28,60%	13,73%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 514,5	1 257,25	491,69	39,11%	5,04%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	532,1	266,05	0,00		0,00%
2513	Grosses réparations	0,5	0,26	0,00		0,00%
2514	Immobilisations non Produites(finex)	6 842,0	3 421,00	1 453,93		14,92%
<b>NLB</b>	<b>Capacité / besoin de financement (SNG-25)</b>	<b>-14 507,0</b>	<b>-7 253,49</b>	<b>-2 121,39</b>	29,25%	<b>-21,76%</b>
	<b>TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):</b>					
252	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>126,0</b>	<b>63,00</b>	<b>73,81</b>	<b>117,17%</b>	<b>0,76%</b>
2521	Immobilisations financières intérieures	126,0	63,00	73,81	117,17%	0,76%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0,00			
2523	Immobilisations financières extérieures		0,00			
2524	Autres Immobilisations financières extérieures		0,00			
	<b>BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)</b>	<b>541,4</b>	<b>270,71</b>	<b>147,33</b>	54,43%	<b>1,51%</b>

	<b>BAS FODECON</b>	<b>200,9</b>	<b>100,44</b>			
	<b>BAS RSU</b>	<b>37,8</b>	<b>18,91</b>			
3	<b>RESSOURCES DE FINANCEMENT</b>	<b>7 362,0</b>	<b>3 681,01</b>	<b>3 409,24</b>	92,62%	<b>100,00%</b>
30	<b>SOLDE BUDGETAIRE POSITIF</b>		0,00			0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	0,0	0,00	0,03		0,00%
32	<b>EMPRUNTS</b>	7 155,0	3 577,50	3 409,22	95,30%	100,00%
321	Emprunts Intérieurs	862,0	431,00	1 326,68	307,81%	38,91%
	<i>dt Banque commerciale</i>	<b>862,0</b>	<b>431,00</b>	<b>1 326,68</b>	307,81%	38,91%
322	Emprunts Extérieurs	6 293,0	3 146,50	2 082,54		61,09%
33	<b>DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>	<b>0,0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		0,00%
34	<b>REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES</b>	<b>207,0</b>	<b>103,51</b>	<b>0,00</b>	0,00%	0,00%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,00	0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,0	0,00	0,00		0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers		0,00			0,00%
345	Autres comptes à recevoir ( Reste à recouvrer)	207,0	103,51	0,00	0,00%	0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
4	<b>CHARGES DE FINANCEMENT</b>	<b>2 337,0</b>	<b>1 168,50</b>	<b>1 041,62</b>	<b>89,14%</b>	<b>100,00%</b>
40	<b>SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF</b>		0,00			
41	<b>REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS</b>	2 337,0	1 168,50	1 041,62	89,14%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 492,0	746,00	770,81	103,33%	74,00%
	<i>dt Banque Centrale</i>	<b>287,0</b>	<b>143,50</b>	<b>0,00</b>		0,00%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	845,0	422,50	270,81	64,10%	26,00%
42	<b>RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR</b>		0,00			0,00%
43	<b>PRETS ACCORDES</b>	0,0	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,00			0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,00			0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises		0,00			0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers		0,00			0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)		0,00			0,00%
439	Autres prêts et avances accordés		0,00			0,00%
	<b>Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	<b>Principaux agrégats et soldes</b>					
	<b>Solde de base</b>	<b>922,30</b>	<b>254,56</b>	<b>297,46</b>	116,85%	32,25%
	<b>Solde de base % PIB</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,20%</b>	116,85%	0,00%
	<b>PIB</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>	<b>145 951,0</b>
	<b>Taux de change USD</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	<b>9 225,3</b>	100,00%	10,002509
	<b>Pression Fiscale hors Dons</b>	<b>13,52%</b>	<b>6,57%</b>	<b>5,65%</b>	<b>85,88%</b>	<b>0,01%</b>

